12e année. — N° 222. — 10-25 Mai 1936

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 222

(10-25 mai 1936)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Nous avons retrouvé Victor Serge

...L'a-t-on assez attendue, imaginée, rêvée, cette minute! On y croyait et on n'y croyait pas. On savait, bien sûr, qu'elle viendrait, parce qu'on le voulait farouchement. Mais après tant d'espoirs déçus, toutes promesses laissaient incrédules. Et maintenant, c'est une vraie, une palpitante, une unique minute du temps qui nous sépare de celui que nous avons soutenu et défendu comme un morceau vivant de notre foi révolutionnaire!

Le train a lentement stoppé. Nous descendons. Il est là, parmi cette foule. On scrute les visages avec un sentiment d'angoisse, mélangé d'un peu de vertige; on cherche, inconsciemment, quelque signe extraordinaire, une lumière particulière qui le cernerait brusquement pour mieux nous avertir.

Le voilà, par ici: c'est lui! Comme les grandes choses se passent simplement et naturellement. Nous sommes tous les trois réunis, c'est fait, c'est vrai, il faut y croire. Les regards s'interrogent, vacillent, se détournent, les mains s'étreignent, on sent, tout au fond de la gorge, quelque chose qui vous étrangle, on balbutie des mots incohérents, assez stupides. A-t-il changé? Oui, ses cheveux ont grisonné, son dos s'est légèrement voûté, une barre verticale s'est installée entre les deux sourcils, qui a mis sur son masque la trace creuse de l'anxiété. Mais la joie fait sourire, aussi: voilà que le visage s'éclaire de tout le soleil de la jeunesse. Non, il n'a pas changé: en dépit de la dure épreuve, malgré la maladie qui le terrassa récemment, et bien que le cœur flanche un peu, c'est bien celui que nous avons quitté il y a environ treize ans. C'est résistant, un homme.

◇◆◇

Mais assez d'impressions, des nouvelles précises.

Tout d'abord, l'odyssée du retour. On se souvient que, le 12 septembre dernier, Gorki annonçait à Romain Rolland que « Victor Serge était autorisé à quitter le territoire soviétique ». Résultat d'une tenace campagne que le Congrès des Ecrivains avait violemment transportée sur la place publique. Le difficile était d'en avertir l'intéressé, car depuis de longs mois, grâce à des mesures systématiques, toutes communications étaient coupées.

De toutes les variétés de lettres que nous lui envoyâmes depuis lors (lettres simples, lettres recommandées, lettres par avion, cartes, télégrammes), une seule lettre lui arriva, au mois de janvier. Il vécut alors dans l'attente, interrogeant les autorités d'Orenbourg qui répondaient imperturbablement n'être au courant de rien et n'avoir aucun ordre.

Le 12 avril, à l'aube, on le faisait partir d'Orenbourg, ainsi que son fils, Vladi (un magnifique garçon de quinze ans, le plus parfait mélange de maturité et de fraîcheur qu'on puisse rencontrer). Arrivé à Moscou, Victor Serge devait rejoindre sa femme et sa fillette, Jeanine, une adorable enfant de quinze mois qu'il ne connaissait pas encore. On ne lui permit de rester à Moscou qu'une seule journée. A la frontière, après une fouille minutieuse qui ne négligea pas les chaussures, si on lui laissa emporter quelques misérables effets, on lui retint tout son bagage. Ses valises contenaient trois manuscrits de romans prêts à être édités, des notes écrites en vue d'importants travaux littéraires, tout lui fut confisqué, y compris les papiers les plus personnels: photos de parents, correspondance intime, jusqu'à la dernière lettre de son père. Le prétexte de ce dépouillement? Envoi à la censure. Pourra-t-il quelque jour récupérer ce qui est le fruit précieux du labeur de plusieurs années, ce qui représente le pain pour lui et pour les siens? Nous y veillerons.



Depuis le 17 avril, il est donc à Bruxelles où le permis de séjour lui a été accordé, mais à la condition qu'il s'abstienne de toute action politique, et même de toute action susceptible de « nuire aux bonnes relations belgo-soviétiques ». On voit donc les limites de la place qui lui est faite.

Comment, et de quoi pourra-t-il vivre? Matériellement, il pourra « tenir » un petit bout de temps avec ce qui reste de la souscription qui le fit subsister ainsi que sa famille pendant trois ans. Mais un tout petit bout de temps et chichement. Avec urgence, la question se pose donc pour lui de trouver du travail.

Mais le plus gros de tous les points noirs qui obscurcissent son horizon, c'est la santé de sa jeune femme. La souffrance a marqué gravement la charmante et tendre Liouba, son être psychique a fléchi sous le poids du tourment. Pourtant, depuis qu'elle se trouve plongée dans une atmosphère normale, les crises déprimantes ont une tendance à s'atténuer, à s'espacer, et l'on peut espérer la guérison.

◇◆◇

De si belles journées passent vite.

Elles ont été une source d'émotions d'autant plus fortes qu'elles débordaient de notre cœur pour s'en aller rejoindre tout ce qui nous unit au cœur humain de la Révolution.

Inexprimables émotions, traversées d'ombres obsédantes (milliers d'ombres serrées tout au fond des isolateurs et des camps de concentration) mais traversées aussi des éclairs de la joie.

Pour aujourd'hui, ne parlons que de joie.

Est-ce que vous imaginez ce que c'est que de regarder quatre êtres et de se dire : « Nous les avons sauvés » ? Nous : vous, mes camarades. Voilà des témoignages respirants de ce qu'est la solidarité. Sensation de confiance enivrante. Orgueil peut-être, mais orgueil rudement fécond puisqu'il vous crie : La solidarité a fait ce miracle — elle, et elle seule — que ne pourrait-elle accomplir si elle agissait pleinement, hautement et toujours? Ils étaient là, on les regardait, c'était inépuisable.

Ce n'était pas tout. On se disait encore : Cet homme à qui la solidarité a dit : « Sois libre et vis », qu'est-ce que la souffrance en a fait? On prend un homme, on brise un corps, on le met au régime du silence, de l'étouffement, de la paralysie,

de la terreur, de la misère; la persécution ne déshonore que celui qui l'inflige, c'est entendu, mais sous les coups, que devient l'homme? Pourra-t-il se remettre debout? La souffrance use, elle abat, elle diminue, elle fait chanceler la victime...

Eh bien ! voilà l'autre miracle.

L'homme que vous avez sauvé, mes camarades, sort grandi de la persécution. Rien que de fort dans son esprit, rien que de vaste et d'élevé au fond de son cœur, pas une goutte de haine, et pas même un repli amer. C'est un être lucide, noble, vaillant, qui nous est revenu, un caractère où tout est probité, droiture et sens scrupuleux du devoir. C'est résistant, un révolutionnaire. Et celui-là est authentique. Il n'a pas été entamé.

Lorsque vous songez qu'il est libre, vous pouvez dire : voilà notre œuvre, car au centre du long effort, celui des camarades de la Révolution prolétarienne *a été le mieux soutenu, le plus ferme, le plus fidèle (au premier rang des défenseurs, comment ne pas inscrire avec des lettres qui seraient le signe même de la fidélité celui de Jacques Mesnil?). Et si l'idée vous vient de mesurer cette œuvre et d'en chercher le sens, vous pouvez être convaincus qu'elle se confond avec le service même de la Révolution, avec le chemin qui mène à la libération de la classe ouvrière.*

C'est une grande œuvre, camarades.

Magdeleine PAZ.

Un article mettant en cause la monarchie ne peut être imprimé en Angleterre

La revue anglaise Plebs, *organe du Conseil National des Collèges ouvriers, a été dans l'impossibilité totale de publier un article mettant en cause la monarchie. Tel est le fait extraordinaire révélé par une note publiée dans son numéro du mois de mai. Nous reproduisons cette note qui révèle un aspect pour le moins curieux du mouvement ouvrier et socialiste en Grande-Bretagne :*

Pour notre numéro de mars de *Plebs,* nous avions envoyé à nos imprimeurs un article sur « La classe ouvrière et le mythe de la royauté » que nous avait adressé C.H. Norman, pour la tribune de discussion de *Plebs.* Nous avions décidé de publier cet article, non parce que nous étions entièrement d'accord avec ce que disait M. Norman, mais parce que nous pensions que M. Norman, comme tout autre socialiste, avait le droit d'exprimer son point de vue dans un journal socialiste.

La propagande monarchiste — il n'est pas possible de l'appeler autrement — qui a fait récemment son apparition dans la presse populaire a pris une telle extension et dans beaucoup de cas des formes si variées de basse flagornerie que tout homme qui se proclame socialiste, ou même tout conservateur intelligent, a le droit d'en exprimer quelque inquiétude.

De nos jours, toute institution importante apprécie la valeur de la publicité. Les étoiles de cinéma ne sont cependant en aucune façon les seules à employer des agents de publicité. Une partie importante de ce qui est publié dans les colonnes d'actualités des journaux est souvent l'œuvre directe ou indirecte d'agents de publicité. Nous ne pensons pas que M. Norman nous contredira si nous disons que son article n'aurait pas été considéré, il y a vingt ans, comme extraordinaire. Mais la propagande et la publicité monarchistes ont été si développées et si efficaces depuis la grande guerre (époque où les trônes commencèrent à être ébranlés), que l'opinion publique, et même l'opinion dans le mouvement ouvrier, en a été très influencée. C'est M. Baldwin lui-même qui nous parlait il n'y a pas très longtemps du pouvoir formidable de la presse, en tant qu'instrument de propagande.

Quand notre imprimeur eut lu l'article de M. Norman, il nous écrivit pour nous exprimer son regret de ne pouvoir le publier. Nous fîmes remarquer qu'il n'y avait rien d'illégal dans cet article, et que dans ces conditions nous ne pouvions admettre qu'un imprimeur censure nos articles. Nous fîmes remarquer que la liberté de parole et le droit de critiquer la monarchie, par exemple, étaient des droits que le peuple anglais avait gagnés au prix de bien des sacrifices. En réponse à cette lettre, l'imprimeur, avec qui nous n'avons jamais eu que d'excellentes relations, nous dit qu'il craignait que la publication de cet article ne nuise à son commerce. Et si l'on considère la propagande monarchiste qui a été faite et l'effet énorme qu'elle a eu sur l'opinion publique, les craintes de l'imprimeur avaient sans doute quelque fondement particulièrement en raison du fait qu'il est établi dans une petite ville conservatrice. (Perth, en Ecosse.)

Mais, en même temps, nous avons pensé que c'était le rôle de *Plebs* de faire ce qui était en son pouvoir pour défendre la liberté de la presse. Nous avions donc pris nos dispositions pour que l'article soit imprimé chez d'autres imprimeurs et soit inséré en supplément dans notre dernier numéro. Un jour ou deux avant la publication, ces imprimeurs nous firent savoir qu'ils ne voulaient pas imprimer l'article. Et c'est là le fait le plus étonnant, car cette maison est connue pour être sous le contrôle d'un syndicat et a l'habitude de publier des ouvrages socialistes et syndicalistes. Le fait que l'un des dirigeants du syndicat en question ait été récemment nommé chevalier serait-il intervenu dans l'affaire ? La question mérite discussion.

La leçon à tirer de tout cela est qu'il ne suffit pas aux socialistes de ce pays de protester contre la suppression de la liberté de la presse en Allemagne, mais qu'ils doivent aussi lutter pour que les droits que nous possédons ne nous soient pas enlevés. Nous savons que les imprimeurs en Allemagne ne laisseraient imprimer aucune critique contre le Führer. Il est clair maintenant que les imprimeurs de notre pays, même ceux qui sont associés au mouvement trade-unioniste, n'ont pas l'intention de laisser imprimer des articles qui critiquent la monarchie.

A NOS AMIS, A NOS LECTEURS

Je pensais pouvoir rattraper avec ce numéro le déplorable retard de notre parution. Malheureusement, les circonstances ne me l'ont pas permis. Je m'en excuse auprès de nos amis et de nos lecteurs.

Il faut bien se rendre compte que la tâche n'est pas aisée d'assurer la vie régulière d'une publication comme la R. P. *alors qu'on s'est habitué à laisser retomber le plus gros du travail sur les épaules du même camarade.*

Aussi, le « cuisinier » de la R. P. *soussigné ne voit-il qu'une solution pour en finir avec ce retard: le présent numéro, qui devait porter la date du* 10 *mai, portera également celle du* 25 *mai.*

Nos abonnés n'y perdront rien : en effet, nous leur servirons dès que possible un numéro à 32 *pages, c'est-à-dire un numéro double.*

Il va sans dire que tous les efforts seront faits pour arriver à une parution régulière à dater du n° du 10 *juin, qui portera le n°* 223.

M. CHAMBELLAND.

Devant la guerre qui vient

MOSCOU, GENÈVE, ou ZIMMERWALD ?

Cet article — dans lequel j'ai voulu répondre aux arguments que l'on a dressés en face de notre thèse pacifiste et révolutionnaire — a été écrit le 16 avril dernier. Il n'a pu trouver place dans la dernière R. P. *Depuis cette date, les événements ont évolué : les socialistes sont aux portes du gouvernement, et Mussolini a détruit complètement l'indépendance éthiopienne. L'Italie reprendra-t-elle sa place dans le front de Stresa ? C'est probable. Les socialistes mèneront-ils une politique nettement pacifiste ? Qu'ils se gardent alors à leur droite... et à leur gauche ! Pour nous, nous n'avons rien à modifier à nos thèses fondamentales.* — R. H.

Depuis plus d'un mois, depuis la militarisation de la Rhénanie, nos sentiments et nos idées subissent de multiples assauts. Nous avons quelque peine à résister, à tenir. Il nous semble que notre isolement est définitif, que notre impuissance est absolue, que nous serons broyés par une force plus tumultueuse encore que celle qui balaya le monde ouvrier en 1914. Et notre impatience prend parfois les accents du désespoir.

Peut-être convient-il de retrouver notre assurance, de ne pas céder au mal général de folie ou de résignation? La crise est là, sans doute. Elle aurait pu nous mener à la guerre immédiate. Le danger est à peine éloigné. Mais enfin, les causes de cette crise ne nous sont pas inconnues. Nous connaissions déjà les formules par lesquelles on pourra entraîner le prolétariat à l'acceptation de la guerre. Nous connaissions déjà la fragilité des barrages juridiques opposés au déchaînement de celle-ci. Nous connaissions aussi toute la série des mensonges diplomatiques, politiques et philosophiques par lesquels on tentera de la justifier. Nous pourrons être vaincus. Nous n'avons pas le droit d'être dupes. Pourquoi serions-nous surpris?

L'opposition entre nous et... les autres, l'effort « contre le courant » n'est ni nouveau, ni imprévu.

Nous avons quelque temps devant nous pour fouiller la pensée de nos contradicteurs, qui n'a que l'apparence de la solidité. Un effort patient d'éclaircissement s'impose préalablement. Il ne s'agit pas seulement de connaître « l'adversaire », mais aussi de bien nous connaître nous-mêmes, de préciser une fois de plus ce que nous sommes, ce que nous repoussons, ce que nous voulons.

Les enseignements de l'Histoire

Dans la masse de tout ce que l'on nous oppose, je discerne déjà un sentiment qui me gêne beaucoup. C'est ce que l'on pourrait appeler: le dédain de l'Histoire et de ses enseignements.

Un jeune Normalien — tout cuirassé de certitudes — devant qui j'évoquais les leçons de 1914, me laissa tomber, avec une superbe insolente: « *L'histoire ne se répète jamais!* » Un professeur — doctrinaire de valeur — devant qui nous envisagions une série de causeries historiques, haussa les épaules, avec irritation: « *Le passé est mort. Il faut en faire table rase et construire l'avenir.* »

Evidemment. Le malheur est qu'en ignorant le passé, c'est-à-dire en fait le présent, on bâtit en Utopie. Le marxisme, nous disait-on autrefois, est plutôt une interprétation de l'histoire qu'une doctrine économique. Peut-on interpréter ce que l'on ne connaît pas ? L'expression « *mouvement ouvrier* » n'implique-t-elle pas elle-même quelque chose que l'on ne peut comprendre, au sens plein du mot, qu'en tentant de revivre l'évolution qui nous a conduits où nous sommes actuellement?

Et cette évolution se poursuit-elle sur une voie droite où l'on peut avancer sans tourner la tête, certain de ne pas revoir les étapes déjà franchies?

N'est-ce pas, au contraire, « la route qui monte en lacet », par laquelle on s'élève difficilement sans jamais perdre de vue le chemin déjà parcouru? Et la conscience de classe du prolétariat n'est-elle pas formée des expériences qu'il a vécues ?

Je conseille à quelques savants... jeunes ou vieux, de méditer la leçon que Ferdinand Brunot a donnée aux cuistres de l'Académie française lorsque ceux-ci ont publié leur grammaire : « *A l'Histoire et à la psychologie qui expliquent tout ou à peu près, on substitue la logique qui n'explique presque jamais rien.* »

Ce qui est vrai pour le langage l'est plus encore pour l'ensemble des institutions et des événements. Nous userons donc souvent des arguments historiques et... psychologiques, n'en déplaise à nos logiciens. Nous sommes des militants, et non des prophètes, des législateurs... ou des soldats!

◇◆◇

D'autres, moins doctrinaires, plus réalistes, s'efforcent de nous entraîner sur le terrain positif.

Eux ne nous reprochent point d'être penchés sur le passé, mais plutôt de poser pour l'avenir.

« *Ce qu'il faut, c'est un programme immédiatement réalisable. Le reste, affirmer son opposition à la guerre, sans espoir actuel, mais pour gagner les louanges des historiens futurs... aucun intérêt !* » Nous serions presque d'accord. Nous voulons en effet, nous aussi, obtenir aujourd'hui le maximum de résultats. Mais nous n'entendons pas, si nos efforts sont vains, abandonner notre position. La résignation est la cause première de l'Union sacrée de 1914. On prépare, au contraire, les revanches de demain en ne s'inclinant pas aujourd'hui.

Je n'ignore pas que certains militants de valeur ont quelque dédain pour les petits groupes (les petites chapelles, ô Laurent !). Là encore l'Histoire peut les instruire. Pas bien nombreux les robespierristes de 1789 à 1791. Méprisés, ridiculisés pendant la première moitié du XIXe siècle, les saint-simoniens qui devaient jouer un rôle si important dans l'évolution industrielle de 1840 à 1870. Et l'Internationale communiste n'a-t-elle pas tenu sur un canapé, pendant l'exil de Lénine en Suisse?

◇◆◇

L'Histoire — la vraie, dépouillée de ses oripeaux romantiques — peut jouer actuellement un rôle efficace de nécessaire désillusion. Nous sommes, en ce moment, la proie de souvenirs évoqués avec quelque grandiloquence: les Jacobins, la guerre révolutionnaire, Coblentz, etc...

Je relis — c'est un de mes livres de chevet — le tome II de *La Révolution Française* d'Albert Mathiez.

Il y a un chapitre sur *La conquête des frontières*

naturelles. On y verra comment les « buts de guerre » des différents partis révolutionnaires n'étaient pas aussi simples qu'on pourrait le croire, en feuilletant une candide et grossière « *imagerie d'Epinal* », trop largement diffusée. On verra comment à « *la guerre de défense succéda non seulement la guerre de propagande, mais la guerre de conquêtes* » — comment à l'emphase sanguinaire d'un Danton s'opposa la clairvoyance de Robespierre demandant « *qu'on mît des bornes sages à nos entreprises militaires* », cependant que « *le girondin Brissot affublait du bonnet rouge la vieille politique monarchique des frontières naturelles* ». On découvrira cette constatation surprenante que, s'il y a eu l'influence à l'étranger des émigrés royalistes (d'ailleurs fortement exagérée), il y eut aussi, en France, derrière le Genevois Clavière et le Prussien Anacharsis Clootz, « *un puissant parti formé de ces nombreux réfugiés étrangers qui étaient venus chercher en France la fortune et la liberté* », et qui finirent par imposer, après Jemmapes, leur politique annexionniste aux girondins du Comité diplomatique et du Comité exécutif.

Prévenir Hitler ?

Mais laissons le passé, si instructif soit-il.

Suivons nos réalistes sur leur propre terrain. L'un d'eux, tout dernièrement, en un discours solidement charpenté, examinait la situation. Son exposé devait aboutir à des conclusions pacifistes, d'un pacifisme officiel et orthodoxe : S.D.N., sécurité collective, paix indivisible, etc... Seulement, la plus grande partie de son argumentation portait sur la volonté de guerre de Hitler. Sans doute ajoutait-il que l'Allemagne n'était pas encore complètement préparée à la guerre. Dix-huit mois ou deux ans lui sont encore nécessaires.

Or, personne actuellement ne peut se faire d'illusions (et les réalistes moins que quiconque) sur l'efficacité du pacifisme officiel de la S.D.N. Les journalistes les plus attachés à Genève reconnaissent que les discussions publiques n'y sont plus que l'accessoire. L'essentiel tient dans les pourparlers privés entre les représentants des puissances. Des groupements se forment, dans la S.D.N., en marge de la S.D.N., contre la S.D.N.

Alors, le dilemme se pose devant nous, avec une logique cruelle : Hitler, décidé à la guerre, n'est pas encore prêt militairement. — Faut-il attendre qu'il le soit, certain de l'impuissance de la S.D.N. à l'arrêter ? — Ou faut-il le prévenir ?

J'entends d'ici les protestations indignées des camarades à qui je pense actuellement. Malheureusement, lorsqu'ils lancent certaines formules, lorsqu'ils insistent sur certains faits, ils ne sont pas toujours maîtres d'imposer à ceux qui les écoutent les conclusions qu'ils ont eux-mêmes adoptées; ils seront impuissants à dominer le courant d'opinion qu'ils auront déterminé.

L'action préventive ? Elle était dans l'esprit de certains de nos ministres le 7 mars; et des militants ouvriers ont parlé eux aussi de sanctions économiques... et militaires. Ce n'est donc pas là un danger illusoire.

Il est vrai que l'on peut espérer une révolution en Allemagne, éclatant avant le terme fixé. Mais d'aucuns n'affirment-ils pas qu'en Italie, comme en Allemagne, la Révolution ne peut naître que de la défaite militaire ! Nous avons beau tourner dans le cercle infernal, nous revenons toujours au même point, à la guerre pour éviter la victoire du fascisme, à la guerre pour précipiter l'écroulement du fascisme. Ceci justifie sans doute l'âpreté de nos interventions d'aujourd'hui.

Le plan hitlérien

De tout cela, bien entendu, on va tirer cette conclusion : que nous nions la volonté belliqueuse de Hitler; de là à nous accuser d'être prohitlériens, il n'y a qu'un pas... vite franchi par quelques contradicteurs.

Sans aller jusque-là, certains nous posent des questions embarrassantes. Un de mes amis, qui juge d'autant plus sainement qu'il vit plus loin de notre agitation parisienne, m'écrit ceci :

« *Louzon et la* R. P. *nous ont révélé, il y a deux ans, les accords entre l'Allemagne et la Pologne, la promesse faite à cette dernière de lui conquérir, contre rétrocession du* « *corridor* », *les limites de la grande Pologne du* XVI[e] *siècle, c'est-à-dire environ le double du territoire polonais actuel. L'Allemagne occuperait l'Ukraine, la Tchécoslovaquie et l'Autriche contre pourboire à la Yougoslavie et à la Hongrie. Pour cela, il faut que la France traite avec Hitler et, moyennant une paix actuelle, qu'il ait les mains libres à l'est et au sud-est.* »

S'élevant contre l'idée qu'on pourrait laisser attaquer l'U.R.S.S. — dont il n'est certes pas un admirateur enthousiaste — mon ami s'affirme partisan d'énormes concessions économiques et coloniales, accordées à Hitler.

Ne discutons pas en ce moment sur la réalité de ce plan hitlérien. Challaye — dont l'action est si courageuse et si heureuse, par ailleurs — a bien tort d'accepter le débat sur la bonne foi et le pacifisme de Hitler. Ses principaux contradicteurs s'illusionnent en pensant nous épouvanter par la déclamation — avec hoquet tragique, comme accompagnement — de passages hallucinants de « Mein Kampf ».

Avant 1914 : les prétentions du pangermanisme, la politique belliqueuse de Poincaré, les ambitions russes, les provocations du Kaiser, les épopées mirlitonesques et revanchardes de Déroulède, le terrorisme serbe, l'absolutisme imbécile du gouvernement austro-hongrois, étaient tous, à divers degrés, des facteurs de guerre.

Et cependant, il était puéril de séparer un de ces éléments de l'ensemble pour grouper sur un point toutes les responsabilités. Et tout aussi vain d'ignorer la cause durable et suprême du conflit, qui ne dépendait pas des politiques gouvernementales, ou plutôt dont celles-ci n'étaient que l'effet et l'expression.

Il y a les idées de Hitler, plus ou moins sûres, plus ou moins profondes. Il y a les responsabilités directes de la France dans la situation actuelle. Il y a la politique suivie depuis 1933, menée avec une remarquable ténacité par Barthou en 1934 (cf. article d'Emery dans *Europe*) et qui aboutit en fait — quelles que soient les intentions de ses auteurs et la sincérité douteuse de leurs déclarations publiques — à un nouvel encerclement de l'Allemagne.

Peut-être veut-on seulement *prévenir* une agression de celle-ci ? Seulement, le remède aboutit exactement aux mêmes résultats que le mal. Toutes les mobilisations générales, toutes les déclarations de guerre en 1914 ont eu pour justification la nécessité de devancer l'adversaire déclaré ou possible.

Aujourd'hui — soyons précis et réalistes, à notre tour — la France est liée par des pactes particuliers à l'Italie, à la Yougoslavie, à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie, à la Pologne, à l'U.R.S.S., à l'Angleterre, à la Belgique. Dira-t-on que certains signataires ne sont pas sûrs ?

Ces pactes seront-ils respectés ? Nul ne pourrait le dire. Mais pourquoi diable, alors être aussi affirmatif en ce qui concerne les accords, plus ou moins

établis, que l'Allemagne aurait contractés. La vérité, c'est que nous entrons ici dans l'imbroglio diplomatique; les pacifistes et les révolutionnaires n'ont pas à s'enfoncer dans cette boue, qui s'ensanglantera demain.

Actuellement, France, Belgique, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie et U.R.S.S. disposent d'une population de *266 millions d'habitants,* d'une *armée de paix de 2.124.600 hommes,* d'une *population mobilisable de 20.900.000 hommes.*

Pologne, Italie, Allemagne, Hongrie (c'est-à-dire les Etats que l'on croit d'accord, avec quelque exagération, d'ailleurs) disposent d'une *population de 74 millions d'habitants,* d'une *armée de paix de 583.000 hommes,* d'une *population mobilisable de 6.800.000 hommes.*

Il y a évidemment le Japon... mais il y a aussi les Etats-Unis, dont on ne parle guère en ce moment, mais qui ne laisseront pas, sans réaction, le Pacifique dominé par l'Empire du Mikado.

Alors, que nos patriotes français... et russes ne s'affolent pas. Hitler n'est pas encore la suprême puissance. Et avant de chanter le couplet des pauvres nations menacées par le mégalomane de Berlin, qu'ils inspectent la ligne Painlevé-Maginot et qu'ils dénombrent les tanks et les avions de Staline.

La cause profonde et durable...

Mais quelle est donc la cause profonde et durable du conflit? Celle qui ne dépend pas des politiques gouvernementales? Celle qui n'est pas née de la guerre, qui a survécu à la guerre.

Inutile de nous apprendre que « l'Histoire ne se répète pas ». Nous ne sommes plus en 1914. Mais l'eau bout à la même température qu'en 1914, des machines explosent et des fleuves débordent comme en 1914. Et, parce qu'elles sont beaucoup moins simples à exprimer, beaucoup moins aisées à vérifier que les lois physiques et naturelles, les lois historiques n'en existent pas moins.

La cause fondamentale du conflit — nous nous excusons de cette banalité qui n'a pas de valeur électorale — tient dans le régime capitaliste et ses contradictions internes. Plus précisément, elle est actuellement, comme en 1914, comme en 1848, comme en 1866 et en 1870, dans le développement des forces productives de certaines nations qui brise l'armature forgée par les traités de paix.

L'Europe des traités de Vienne de 1815 avait son législateur: Metternich, et son prophète: Alexandre de Russie. Elle avait même son espèce de Société des Nations: la Sainte Alliance. Et cependant, la système féodal que l'on voulait stabiliser a été emporté, morceau par morceau, par la poussée invincible du capitalisme. Les différences de vitesse dans l'évolution des puissances avant 1914 (les peuples jeunes, telle l'Allemagne, à développement rapide se heurtant aux peuples plus vieux, telle l'Angleterre, déjà largement pourvus et à développement beaucoup plus lent) ont abouti au conflit de 1914. La paix, assurée par les traités de 1919, tient uniquement à un équilibre de forces, dont la rupture aurait détruit Versailles, même si Hitler n'avait jamais existé.

La cause durable du conflit : *le capitalisme.*

La cause actuelle : *Versailles.* Dire que le fascisme mène à la guerre, c'est oublier qu'il n'est lui-même que l'effet paroxyste de la guerre et de l'après-guerre, c'est dire que la tumeur provoque le cancer alors que celle-là n'est que la manifestation de celui-ci, c'est orienter la classe ouvrière dans une voie sans issue, car pour écraser le fascisme outre-Rhin, elle consolidera de ce côté-ci du Rhin le régime qui est directement responsable de la victoire de Hitler.

Oserons-nous ajouter que la lutte contre Versailles était à l'ordre du jour de l'Internationale Communiste depuis sa fondation? Oserons-nous appeler les communistes qui s'hypnotisent sur des accidents politiques et négligent le fond des choses, à méditer cette phrase de Lénine (*L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*) :

« *Les formes mêmes de la lutte* (*entre groupements capitalistes*) *peuvent changer et changent constamment par suite des causes variées relativement temporaires et particulières, alors que le sens de la lutte, son contenu de classe ne peut pas changer tant qu'il y aura des classes.* »

Défense de l'U. R. S. S. et politique communiste

Cependant nous avons un but précis, en écrivant cette étude : nous opposer à la préparation morale de la guerre. Et nous sommes obligé de dénoncer — une fois de plus — l'attitude des communistes, mais cette fois avec plus de tristesse que d'acrimonie, car nous allons nous heurter à des idées respectables.

Les communistes veulent défendre l'U.R.S.S. à tout prix. On a tort de le leur reprocher. Affirmant que le socialisme se réalise dans « la 6e partie du monde », ils seraient criminels de ne pas sacrifier tout à cette défense.

Nous n'avons pas, nous n'avons plus cette certitude du caractère socialiste de l'Etat russe. Si nous l'avions encore, nous serions sans hésitation aux côtés des communistes, quelles que soient nos réserves sur leur action.

Je ne traiterai pas ici la question russe. Peut-être manque-t-il aux papiers d'Yvon — d'une documentation indispensable — des conclusions synthétiques, fixant notre position. J'en reste, pour ma part, à cette idée très simple de Louzon : *La dictature du prolétariat, c'est la liberté pour le prolétariat.*

Liberté pour le prolétariat impliquant liberté de pensée et d'expression de la pensée pour toutes les tendances du prolétariat — liberté organique et morale pour les groupements spécifiquement ouvriers, comme les syndicats — liberté *contrôlée* par les organisations ouvrières internationales — liberté, qui ne peut être restreinte qu'à la suite de débats publics, de jugements publics, auxquels pourront participer les représentants du prolétariat international.

Dictature du prolétariat impliquant fonctionnement normal du soviétisme caractérisé par ses deux grands principes : *la démocratie directe* (avec mandataires toujours révocables par les mandants) et *la suprématie de la classe ouvrière.* M. Herriot peut se réjouir de l'évolution... dite « démocratique » de l'U.R.S.S. (évolution qui maintient d'ailleurs la justice administrative). Nous y voyons, au contraire, l'abandon de tout ce qui — au moins sur le papier — distinguait encore essentiellement les institutions soviétiques des autres.

Si ces conditions étaient remplies — nous en sommes loin — nous serions les premiers défenseurs de l'U.R.S.S., tout en pensant que l'U.R.S.S. — Etat différent fondamentalement des autres — doit avoir une politique extérieure différant complètement de toutes les autres; et, qu'en aucun cas, nous ne serons liés à notre gouvernement, quelle que soit la nature de ses relations avec l'U.R.S.S.

La Révolution russe, pendant toute la première période (celle de Lénine et de Trotsky) avait net-

tement une politique internationale opposée à celle des Etats capitalistes.

Dans les thèses du 3e Congrès de l'Internationale Communiste (1922), je trouve cette formule caractéristique : « *La Fédération des Soviets russes et la IIIe Internationale sont nées des conséquences de la dernière guerre. Le groupement des forces révolutionnaires internationales est entièrement dirigé contre tous les groupements impérialistes.* »

Possible que le changement de politique de l'U.R.S.S. ait été rendu nécessaire par le recul révolutionnaire mondial. Encore une fois, nous ne demandons pas aux Russes plus que nous ne pouvons faire nous-mêmes. Nous ne les condamnons pas. Mais le prolétariat international doit-il les suivre dans les tournants de leur politique extérieure ?

Car nous n'oublions pas que le gouvernement de Moscou fut le premier à signer un traité avec Mussolini.

Nous n'oublions pas qu'il accepta « l'héritage du tsar », avec le chemin de fer de l'Est-Chinois. Lorsque l'on insiste sur la lutte russo-japonaise, on ne précise pas qu'elle s'engage sur un territoire, *qui n'est ni russe, ni japonais* — MAIS CHINOIS. En cédant le chemin de fer de l'Est-Chinois le gouvernement de Moscou a généreusement offert un bien qui ne lui appartenait pas.

Nous n'oublions pas que les frontières soviétiques ont été fermées aux révolutionnaires allemands proscrits par Hitler.

Politique de l'U.R.S.S. — politique antihitlérienne? Voire. On ne saurait nier qu'il y eut des essais de rapprochement entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., après l'avènement de Hitler. Nous ne sommes pas suffisamment renseignés sur les causes de leur insuccès. Mais rien ne nous permet de dire que celui-ci est dû à des oppositions de doctrine — rien, sinon des déclarations de Hitler, destinées exclusivement à réchauffer le moral de ses troupes.

En mai 1933, l'*Angriff* (journal nazi de Berlin) publiait ces lignes :

« *Dans son discours du 23 mars au Reichstag, le chancelier du Reich, Adolf Hitler, a déclaré que le gouvernement du Reich désire entretenir avec l'Union des Soviets des relations amicales, fructueuses pour les deux parties, et que précisément le gouvernement de la Révolution nationale se voit en état d'avoir une politique positive à l'égard de la Russie des Soviets.*

» *Le chancelier du Reich a manifesté ainsi toute l'importance qu'il attache au maintien des rapports politiques et économiques avec la Russie des Soviets. Les rapports politiques d'Etat à Etat ne peuvent et ne doivent jamais être influencés par la lutte menée ici, en Allemagne, contre la doctrine communiste. C'est pour l'Allemagne une affaire intérieure dans laquelle nous n'admettrons aucune immixtion, de même que nous ne voulons pas nous immiscer dans la situation intérieure de la Russie. Les deux gouvernements sont tout à fait d'accord sur le principe, qui n'a pas à réagir en quoi que ce soit sur les relations amicales entre les deux pays.*

» *Ces rapports n'intéressent pas seulement les deux Etats, mais sont importants pour toute la politique internationale. Il est hors de doute que, soit dans le domaine du désarmement, soit dans celui de l'économie mondiale, soit pour la réorganisation future de l'Europe, la Russie des Soviets doit jouer et jouera le rôle qui lui revient. Il y a là un fait qui est un facteur essentiel de la politique extérieure allemande. C'est pourquoi le gouvernement national désire resserrer encore davantage les rapports avec le gouvernement des Soviets dans l'intérêt des deux pays. Il est persuadé qu'il contribue ainsi à consolider la paix mondiale.* »

Le gouvernement de l'U.R.S.S., à la suite de la militarisation de la Rhénanie, a rompu des contrats liant l'économie russe à l'économie allemande. C'est donc pour des motifs de politique extérieure, et non pour des raisons doctrinales, que Moscou a brisé les liens l'unissant au régime hitlérien.

C'est surtout dans le conflit italo-éthiopien que l'U.R.S.S. a prouvé que sa politique internationale n'était pas soumise aux sentiments de ses meilleurs soutiens. Sans doute a-t-elle participé aux sanctions. Elle pouvait difficilement s'opposer à la Société des Nations qu'elle venait de rejoindre. Mais, dans les dernières semaines, Moscou a visiblement ménagé Rome.

Dans un article des *Izviestia*, Radek a écrit ces phrases curieuses :

« *L'Allemagne, écrit Radek, fait tout pour enfoncer un coin entre la France et la Grande-Bretagne et entre la France et l'Italie, et en même temps, s'efforce d'augmenter sa pression sur la Grande-Bretagne et l'Italie, afin qu'au moment critique, elles ne puissent pas accomplir leur rôle de garants de la paix.*

« *On ne peut dire que ces efforts de l'impérialisme allemand n'aient pas jusqu'à présent obtenu de succès. La Grande-Bretagne s'est opposée tout le temps à toutes mesures effectives de pression sur l'Allemagne : elle agissait ainsi en tenant compte de la puissance militaire déjà créée par l'Allemagne, ainsi que du fait que la flotte anglaise est liée en Méditerranée.* **Mais qui peut garantir que demain cette flotte ne sera pas liée en Extrême-Orient ? Qui peut garantir que l'Italie, affaiblie par la guerre d'Ethiopie, pourra demain, tenir ses engagements de garant, si même elle le désire ?**

Et il paraît établi aujourd'hui que Litvinoff, à Londres, a voulu, d'accord avec Flandin et Paul-Boncour contre l'opinion de Eden, que l'on ne soit pas trop exigeant à l'égard du gouvernement italien.

Vraiment il est difficile d'admettre que la politique de l'U.R.S.S. se différencie fondamentalement de celle des Etats capitalistes.

Allons-nous, comme Doriot, condamner le pacte franco-soviétique? C'est là un acte diplomatique, semblable à tant d'autres, qui peut, selon les circonstances, garantir la paix ou mener à la guerre. Mais nous ne blanchirons pas pour cela le gouvernement français. Au reste le Comité Central du Parti communiste français, le 25 janvier 1934, dénonçait vigoureusement comme opportuniste, « *toute conception qui tendrait à présenter les changements apparents apportés par l'impérialisme français dans ses relations avec l'U.R.S.S. comme une nouvelle politique de l'U.R.S.S. qui s'exprimerait par la participation à des blocs impérialistes* ».

Le 25 janvier 1934, Hitler était déjà au pouvoir, et *Mein Kampf* avait déjà été publié. Pourquoi diable n'obéirions-nous pas — pour une fois — aux ordres du Comité Central? L'U.R.S.S. ne peut pas — n'est-ce pas — participer à un bloc impérialiste? et l'impérialisme français, malgré « ses sentiments apparents » à l'égard de Moscou, ne peut être ménagé que par d'affreux opportunistes ?

L'argument antifasciste

Insistons pourtant, puisque c'est par là que l'on veut nous prendre, c'est par là que l'on veut nous entraîner dans une nouvelle guerre du Droit.

L'argument antihitlérien, antifasciste, pèse lourdement dans toutes nos discussions.

On en use, on en abuse, avec une grandiloquence indignée. On nous jette, à la face, toutes les atro-

cités de Hitler. Un camarade secoue violemment le pauvre Hagnauer qui « non-aryen (diable, comment le sait-il?) pourrait un jour savoir ce que c'est que la botte de Hitler ».

Un autre non-aryen, mais d'une autorité mondiale, le vénérable Victor Basch exprime, contre Challaye et Emery, contre nous, son indignation en périodes lyriques (*Cahiers des Droits de l'Homme* du 10 mars 1936) : « *Notre cœur s'est fermé! Notre faculté de sympathie s'est atrophiée! Nous sommes devenus indulgents au crime !* »

Et vous, cher maître? Vous avez, avant-guerre et après-guerre, dénoncé l'ignominie des pogroms accomplis en Pologne, sous le tsar et sous Pilsudski. Mais votre âme juive et votre générosité universitaire ont accepté que le gouvernement français soit lié au tsar assassin des Juifs comme au gouvernement polonais responsable des pogroms. Vous avez publié dans votre organe les pages courageuses dans lesquelles Andrée Viollis dénonçait les tortures infligées aux Indochinois. Vous connaissez le sort infligé dans ses colonies à ses indigènes par la belle démocratie française. Vous comprendrez donc que pas plus indulgent aux crimes des uns qu'aux crimes des autres, plus sévères même à l'égard de ce qui dépend plus directement de notre effort, de *votre* effort, ô président de la Ligue des Droits de l'homme, nous ne voulions pas, par haine de l'hitlérisme allemand (haine que nous avons exprimée, avant de vous lire), nous battre volontairement et joyeusement pour un régime qui, tout aussi « raciste » que l'autre, n'accorde pas de libertés civiques aux gens qui ont la peau noire ou qui portent un fez !

D'ailleurs, dans son article, c'est toute l'Allemagne que vise le professeur Victor Basch : « *L'âme allemande est malade et elle l'a toujours été.* »

Nous sommes décidément rajeunis de vingt-deux ans.

Encore un peu, et nous entendrons un nouveau Louis Forest déclarer sentencieusement :

« *L'Allemagne est responsable de la guerre. Nietzsche est responsable de la mentalité belliqueuse de l'Allemagne. Nietzsche était syphilitique. Donc l'Allemagne était syphilitique et la syphilis est responsable de la guerre.* »

Complices de la droite

Nous ne sommes pas seulement les complices de Hitler. Nous sommes aussi, naturellement, les alliés de la Droite française. Dans une réunion récente, Maurice Weber — qui parlait un langage raisonnable, donc pacifiste, — se vit accuser d'être d'accord avec Marcel Bucard et Pierre Gaxotte. Conseillons à nos contradicteurs d'être prudents, en ce domaine. Les communistes qui réclament en de belles affiches tricolores « *une France libre, heureuse et forte* » tiennent un langage que ne désavoueraient ni Castelnau, ni Kérillis, ni Maurras. Et si Taittinger veut le rassemblement national autour de Pétain « l'*homme de Verdun* », les gauches poussent en avant le colonel Raynal « *le héros du fort de Vaux* » qui nous conte dans *Vendredi*, des histoires dignes de figurer dans les livres de morceaux choisis, entre celle du chevalier d'Assas et celle du sergent Bobillot.

Des politiciens misent sur la paix, parce que leurs adversaires misent sur la guerre. Nous n'interviendrons pas dans cette querelle électorale. Rassurons d'ailleurs ces messieurs du Front Populaire! Si l'Union Sacrée devient nécessaire, la haute bourgeoisie saura y intégrer ses « pacifistes » de droite, comme elle a su corrompre en 1914 ses pacifistes de gauche.

Bloc des nations démocratiques contre bloc des nations fascistes?

Nous ne croyons pas plus à l'un qu'à l'autre.

Les alliances se nouent et se dénouent, selon les fluctuations des politiques extérieures et surtout selon le mouvement des capitaux et des marchandises.

La démocratie et le fascisme n'ont rien à voir dans le jeu diplomatique. Nous venons de constater avec quelle désinvolture nos fougueux antifascistes abandonnaient l'Ethiopie à son malheureux sort. Ils ont (à l'exception peut-être des socialistes) toléré l'ignoble chantage du gouvernement français menaçant l'Angleterre d'abandonner la politique des sanctions si elle ne nous soutenait pas sur le Rhin. On a osé comparer, dans les journaux de gauche, l'occupation militaire d'une terre allemande par les troupes allemandes et l'extermination du peuple éthiopien par Mussolini. Et Cachin lui-même, dans l'*Humanité*, réduit l'affaire d'Abyssinie à un conflit entre Londres et Rome, entre deux impérialismes.

Quant aux petits Etats qu'il convient de défendre contre la voracité hitlérienne, citons, une fois encore, les thèses de l'Internationale Communiste :

« *Le programme de l'émancipation des petites nations, qui avait été mise en avant pendant la guerre, a amené la débâcle complète et l'asservissement absolu des peuples des Balkans, vainqueurs et vaincus, et la balkanisation d'une partie considérable de l'Europe. Les intérêts impérialistes des vainqueurs les ont engagés à détacher des grandes puissances qu'ils avaient battues certains petits Etats représentants des nationalités distinctes. Ici il ne saurait être question de ce que l'on appelle le principe des nationalités: l'impérialisme consiste à briser les cadres nationaux, même ceux des grandes puissances. Les petits Etats bourgeois récemment créés ne sont que les sous-produits de l'impérialisme. En créant, pour y trouver un appui provisoire, toute une série de petites nations, ouvertement opprimées ou officiellement protégées, mais en réalité vassales — l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Yougoslavie, la Bohême, la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, l'Arménie, la Géorgie, etc... — en les dominant au moyen des banques, des chemins de fer, du monopole des charbons l'impérialisme les condamne à souffrir de difficultés économiques et nationales intolérables, de conflits interminables, de querelles sanglantes.* »

(Manifeste du 2e Congrès 1922.)

La paix à tout prix

Mais j'entends d'ici la question que l'on ne va pas manquer de nous poser : Que faire ? Quel est votre programme positif ? D'aucuns nous demandent même : « Que feriez-vous si vous étiez le gouvernement, ou tout simplement la direction de la C.G.T. ? »

Une première consigne : *maintenir la paix*, à tout prix, par tous les moyens. Robespierre avait raison contre Brissot en 1792; Louis-Philippe et Guizot avaient raison contre Thiers en 1840; Thiers avait raison en 1870; Lénine avait raison contre Boukharine et Trotsky en 1918. Le prolétariat, la démocratie même ont tout à perdre dans une guerre et rien à y gagner. « *Faites un Roi, sinon faites la paix!* » disait Sembat avant 1914. « *Faites la paix, sinon acceptez la Dictature* » pourrions-nous dire aujourd'hui. On s'est indigné de la formule de Mathé à Toulouse : « Tout, même la servitude, plutôt que la guerre! »... C'est qu'il y manquait cette

adjonction... « car la guerre est la pire des servitudes ».

Mais faire la paix, sur le plan gouvernemental, *actuellement*, c'est détruire Versailles, *complètement* — c'est remettre en question tout ce qui a été réglé en 1919.

Ajoutez à ce programme, si cela vous chante, toutes vos formules « locarniennes »... Je n'y vois pour ma part aucun inconvénient... Si cela ne fait pas de bien... Mais précisez bien que la sécurité collective signifie pour vous le désarmement général et simultané. Précisez-le bien, sans réticences, ni restrictions.

Ceci dit, ajoutons que la C.G.T. à un devoir « négatif » (car il y a des négations EFFICACES), plus impérieux : *lutter contre la préparation morale de la guerre. Affirmer que la classe ouvrière ne peut accepter celle-ci, ne peut participer à celle-ci.* Ne nous cassez pas les oreilles avec 1914 et la faillite! Nous vous opposerons 1917. Les bolcheviks ont triomphé parce qu'ils étaient pacifistes.

On insiste beaucoup en ce moment sur la faiblesse de l'Internationale Ouvrière. Nous ne la contestons pas. Raison de plus pour employer toutes nos forces à son renforcement. On y parviendra en organisant les Secrétariats professionnels internationaux; en créant une liaison sérieuse (elle n'est pas impossible, quoique difficile) avec les antifascistes allemands, italiens, autrichiens... demeurés dans leur pays. Si faible que soit l'Internationale, elle groupe deux forces d'une puissance incalculable : les Trade-Unions et la C.G.T.

La C.G.T., dans cette besogne urgente de pression sur l'opinion publique, d'organisation ouvrière, ne réussira que si elle subordonne la nation et l'idéologie à la *classe*. D'abord *le prolétariat, penser en prolétaires, agir en prolétaires.*

Thomas (de l'Indre) le disait au dernier Conseil National de notre syndicat. Mais, en l'écoutant, j'étais comme toujours irrité par l'insupportable modestie dont font preuve les syndicalistes révolutionnaires (comme Monatte, comme lui) qui ont sur beaucoup d'autres l'avantage d'avoir toujours vu clair. Ils semblent constamment s'excuser d'être vieux, d'agiter de vieux souvenirs. Allons donc, Thomas. C'est toi qui es jeune, au contraire, en ne te laissant pas prendre aux « vieilleries » des projets de paix perpétuelle, aux vieilleries du jacobinisme périmé, à toute cette agitation de fantômes comme l'abbé de Saint-Pierre, Lamartine, Danton et Gambetta. Ce n'est qu'en revenant à tes idées claires, à ton intransigeance de classe que le prolétariat peut se sauver.

Nous avons dit fréquemment, au cours des années passées que, pour retrouver son unité, le prolétariat devait rejeter les deux mystiques : la mystique genevoise et la mystique moscovite. Il semble que les événements nous aient donné tort. L'unité s'est faite, et Moscou a rejoint Genève. Les deux mystiques persistent, se confondent. Illusion! ce ne sont plus, en effet, que des mythes, des formules... qui ne sont même pas magiques, car elles n'expriment même plus des sentiments sincères, car elles ne peuvent plus déterminer un mouvement. L'idée genevoise est morte. Les ébauches d'organisation économique internationale, l'essai de partage pacifique du marché mondial, tenté il y a quelques années (Cartel de l'Acier — Banque internationale des Réparations) semblent abandonnés. Le conflit entre les impérialismes, provoqué par la rupture d'équilibre que nous avons déjà signalée, se résoudra-t-il sans guerre? Je le crois difficilement. Les pacifistes accrochés à Genève n'ont jamais voulu aller jusqu'au bout de leur thèse. Une vraie Société des Nations était-elle possible? J'en doute. Mais elle ne pouvait, en droit, se fonder que sur *l'égalité absolue de tous les contractants*. Il est trop tard actuellement. La Société des Nations se maintient comme une façade derrière laquelle des alliances se nouent et se dénouent. Pour susciter la mystique, il faudrait tout abattre, pour tout reconstruire.

L'idée moscovite est morte. Il n'en reste que l'ombre, le souvenir encore vivace. Moscou c'était une négation, un commencement, une avant-garde. Aujourd'hui Moscou ne nie plus rien de ce qui caractérise un Etat quelconque. Moscou, par la formule fausse du « socialisme possible dans un seul pays », a abouti à se détacher en fait, sinon en paroles — du mouvement ouvrier révolutionnaire. Moscou, c'était la Révolution russe au service de l'Internationale Communiste. Aujourd'hui, l'Internationale Communiste n'est plus que le prolongement de l'Etat russe. Entendez-nous bien. Nous écrivons cela, sans désir d'outrager les militants communistes. En défendant l'Etat russe, ils pensent défendre une réalisation dont l'écroulement aurait une influence désastreuse sur l'ensemble du mouvement ouvrier. Leur sentiment n'est pas méprisable. Mais Moscou, pour nous, depuis 1917, c'était tout autre chose. C'est sans doute notre insuffisance qui a empêché la Révolution russe de se prolonger dans le monde. Nous n'incriminons pas, nous constatons.

Ce n'est donc plus ni à Genève, ni à Moscou que nous trouverons les « idées-forces » capables d'animer notre mouvement.

Retournons donc à Zimmerwald!

Zimmerwald c'est d'abord, pour nous, le groupement international des représentants ouvriers, non au-dessus, mais en pleine mêlée — c'est le maintien de l'Internationale. Nous ferons tout le possible et l'impossible pour éviter la guerre. Si elle éclate, malgré nous, notre premier devoir est essentiellement de penser, de vivre internationalement.

Mais Zimmerwald c'est plus et mieux que cela.

Deux tendances se disputèrent au sein de la conférence de 1915, après la conférence : la première, essentiellement pacifiste, groupée autour de Merrheim et de Ledebour; la deuxième, essentiellement révolutionnaire, groupée autour de Lénine. En 1919, ce fut, lors du Ier Congrès de l'Internationale Communiste, la scission définitive entre ces deux tendances. Nous ne rappellerons pas ici les douloureuses conséquences de cette rupture fatale. Pendant des années, d'excellents militants ont été divisés, parce que les uns et les autres n'étaient pas d'accord sur la valeur et la portée de la Révolution russe.

Aujourd'hui, nous pouvons nous retrouver tous unis.

Zimmerwald, c'est Moscou, c'est-à-dire la nécessité pour tout socialisme victorieux de s'appuyer sur un mouvement international libre et puissant.

Zimmerwald, c'est aussi Genève, tout au moins ce qui aurait pu faire vivre Genève : c'est-à-dire la paix sans vainqueurs ni vaincus, sans annexions ni indemnités.

Pacifistes et révolutionnaires doivent aujourd'hui se réconcilier, se confondre. Car être pacifiste, aujourd'hui, c'est s'opposer à tout le régime social qui en toutes ses manifestations mène à la guerre. Et on ne peut être révolutionnaire que si l'on se dresse contre toute formation d'Etat totalitaire, contre tout militarisme, contre toute Union Sacrée. N'est-ce pas là l'essentiel de l'action pacifiste?

Non la cause, la double et unique cause de la

Révolution et de la Paix, n'est pas perdue. Nous avons sur nos aînés de 1914 l'avantage d'être à l'abri de toute surprise, nous connaissons, par avance, tous les motifs d'acceptation de la guerre future. Avec patience, sans découragement, hors de toute fraction, de toute secte, poursuivons l'effort que mène depuis onze ans notre coopérative intellectuelle. Le prolétariat finira bien par reconnaître les siens !

Roger HAGNAUER.

PARMI NOS LETTRES

Impressions d'Espagne Notre ami Richard, retour d'Espagne, nous fait part de ses impressions :

Quelques lignes sur notre voyage à Barcelone.

La R.P. *a bien des fois parlé de l'Espagne et souvent fourni des analyses approfondies et lucides du mouvement social espagnol, pour ne citer que le récent article de Louzon. Grâce à ces études, l'on n'est point perdu dans le dédale social, la complexité des organisations et des tendances. Il suffit d'y ajouter un appendice actuel qui risque d'être anachronique demain. Les événements peuvent aller si vite !*

Je ne mentionne qu'en passant les fêtes de la République du 14 avril, célébrées à Barcelone avec un faste officiel, bannières au vent, mais sans enthousiasme populaire, semble-t-il. Juste de quoi faire vibrer la corde catalane pour les nationalistes idolâtres de Macia et de Companys.

Ces fêtes n'ont eu d'autre intérêt social que d'avoir provoqué à Madrid, avec la rentrée parlementaire, les incidents que l'on sait, lesquels ont poussé à la répression du fascisme le gouvernement Azana, qui a voulu éviter ainsi d'être débordé par le prolétariat.

Pendant combien de temps encore pourra-t-il accorder des satisfactions de ce genre sans compromettre le sort de la bourgeoisie espagnole ?

C'est la question qui hante l'esprit si l'on n'a aucune illusion sur le sens et la solidité des fronts populaires. Celui d'Espagne apparaît bien comme une tentative bourgeoise soutenue par socialistes et communistes orthodoxes pour freiner la poussée révolutionnaire des masses, pour retarder les véritables explosions d'action directe menaçantes pour le régime.

Sans aucun doute, l'Espagne est dans une situation prérévolutionnaire. Les forces prolétariennes se préparent à des éléments décisifs. La classe ouvrière, les travailleurs agricoles aspirent à leur délivrance. Tous ceux qui voient clair se rendent compte que le Front populaire, qui a peut-être su gouverner jusqu'à présent, qui a gardé le pouvoir vacant au 17 février, n'a rien apporté au prolétariat. Il n'a fait que légaliser les résultats acquis de haute lutte par l'action directe au lendemain des élections. Ce n'est pas lui qui a libéré les prisonniers politiques; on ne l'a pas attendu pour occuper les latifundia. *Il n'a guère à son actif que des mesures répressives, dont la censure est la plus criante. Bien significatif était à ce sujet le numéro du 14 avril de la* Solidaridad Obrera, *la vaillante* Soli, *le jour même du 5e anniversaire de la République, avec un leader entièrement censuré. L'avenir est à l'action directe, celle des métallurgistes de Barcelone dont la grève vient de vaincre.*

*Nous n'avons pas eu, comme le reporter de l'*Humanité, *le désir et l'avantage d'interviewer des chefs bourgeois, socialistes, communistes. Notre enquête a été courte et limitée. Mais on arrive tout de même à déchiffrer quelques lignes dans les journaux, et puis rien ne vaut une expérience concrète et directe.*

◈◈◈

Sur ce point, nous avons été comblés. Le vaillant et complaisant camarade M..., de la C.N.T., s'est mis à notre disposition avec l'empressement le plus fraternel. Il a été le cicerone parfait de la petite caravane française que nous formions avec Adrienne Montégudet et plusieurs autres camarades. Ces compagnons de rencontre apportaient, en outre, des impressions de Valence. Les uns ou les autres, nous avons pris contact avec des camarades de la C.N.T. Nous avons visité l'imprimerie de la Soli *et une école syndicale, celle du Syndicat du Textile, ouverte dans le quartier du Clot. Il y aurait à insister sur cette pédagogie prolétarienne. Combien timorée nous a semblé, par comparaison, une exposition pédagogique officielle !*

L'opinion de M..., c'est que la C.N.T., affaiblie par les scissions provisoires et répétées de ses oppositions, retrouvera au congrès extraordinaire qu'elle tiendra en mai son nombre, sa cohésion et sa puissance passés. A la condition que la Fédération Anarchiste Ibérique, la Faille, qui l'imprègne de son idéologie et lui trace sa tactique, comprenne la nécessité d'une attitude plus réaliste et délaisse la politique de coups de main et d'improvisation révolutionnaire, pour s'attacher méthodiquement à l'étude des problèmes précis de la Révolution. Un effort obstiné est accompli dans ce sens lors de la préparation du congrès. Puisse la C.N.T. tourner le dos au sectarisme pour que lui reviennent les syndicats qui l'ont quittée.

Quelle est l'attitude de la C.N.T. dans la phase présente de regroupement des forces politiques et syndicales ? On sait que la squelettique C.G.T.U. espagnole, création communiste, s'est fondue dans l'U.G.T. D'autre part, à Barcelone, se sont tenues à l'Athénée Polytechnique, sorte de club socialiste, du 18 au 30 avril, six conférences sur l'unité syndicale. Mais il semble bien que la C.N.T. ne soit pas jusqu'à présent favorable à l'unité organique complète et se méfie des partis qui la négocient. Sa tactique est plutôt celle du front unique sur des points bien précis de la lutte des classes et de la future stratégie révolutionnaire.

De toute façon, elle reste à l'écart du Front populaire politicien, sans perdre une occasion de se lier aux masses et d'entretenir leur combativité. N'attendons pas de ces hommes qu'ils somnolent dans la quiétude. La Révolution est sans cesse pour eux à l'ordre du jour et les événements ne les intéressent que comme étape vers le but final.

◈◈◈

*C'est aussi l'impression que nous avons rapportée d'une visite à Nin, qui a fondé avec Maurin le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Ce parti ne compte pas encore beaucoup d'adhérents, mais il fait une propagande assidue et gagne en influence. Indépendant des partis classiques, il collabore, du reste, avec eux et ses journaux arborent la faucille et le marteau. En rupture totale avec Trotsky, c'est pourtant, selon l'*Humanité, *le trotskysme désagrégateur sans lequel tout irait bien! Ce parti s'est fondé par fusion des anciens trotskystes avec le Bloc Ouvrier et Paysan de Maurin dans ce grand courant de révision et d'unification qui menace d'emporter là-bas les formations politiques traditionnelles.*

Peut-être l'opinion de Nin, qui prévoit le déclin de la C.N.T., est-elle tendancieuse. Elle montre, du moins, les craintes des marxistes à l'égard des dangers d'un sectarisme anarchiste insuffisamment préoccupé de construire. Le nouveau parti essaie de son côté d'influencer certains syndicats autonomes. Il manifeste une sérieuse activité culturelle et se croit appelé à un rôle important dans ce travail de clarification marxiste.

Mais en attendant les partis anciens conservent leur influence. Le parti socialiste risque de se diviser. Sa gauche groupe des éléments vraiment révolutionnaires, mais le chef de celle-ci, Caballero, qui se croit capable de diriger la révolution de demain, n'est qu'un vieillard que les événements peuvent dépasser. Le centre du parti, qui empêche la scission, se targue du rôle qu'il a joué aux Asturies, où pas mal de réformistes avérés se sont conduits et sont morts en révolutionnaires, pour conserver son prestige. Le conflit est assez vif pour que Caballero ait empêché le congrès du parti de se tenir aux Asturies.

Le mouvement d'unification est très avancé dans les Jeunesses. Quant aux communistes, ils sont les fermes soutiens du Front populaire et l'on peut

bien douter de leur aptitude à appliquer une tactique judicieuse par goût d'obéir à Moscou. Puissent-ils ne pas faire faire trop de bêtises aux socialistes et à l'U.G.T.

Les jours prochains diront si le Front populaire sera capable de barrer la route à la réaction agressive ou si seule l'action directe du prolétariat pourra suppléer à cette politique d'équilibre qui frappe aujourd'hui la droite après l'avoir favorisée par le renvoi des élections municipales. En tout cas, si la France aspire à un gouvernement de ce genre, les événements d'Espagne montrent bien qu'il n'est là-bas qu'un expédient de la bourgeoisie destiné à retarder l'entrée en scène du prolétariat qui demain peut-être agira pour son compte.

EN MARGE... par Romagne

DE LA MINETTE AU MANGANESE

Le tout-puissant Comité des Forges répond depuis quelque temps aux attaques dont il est l'objet. La peur, la sale peur verte qui mouille les tempes d'une sueur froide l'a fait sortir du silence hautain et méprisant qu'il avait su garder jusque-là. Les marchands de minette (c'est un bien joli nom) et d'autres engins de destruction ne sont pas des héros. Ce sont simplement des gens qui ont besoin de se débrouiller pour gagner beaucoup de galette, énormément de galette, sans se tuer ni se faire tuer pour cela. A présent, les voilà qui tremblent pour leur bourse et aussi pour leur peau, car on commence un peu partout d'avoir assez de leurs sales petites combinaisons et de leurs peu intéressantes personnes. On ne sait jamais ce qui peut arriver au cours des jours de justice et de colère qu'on sent venir et il reste encore tant de ces pauvres types qui ont pu apprécier les effets de la minette sur leur propre peau ou qui ont dû ensevelir de leurs mains, pelle à pelle, un camarade qu'ils aimaient et qui ne voulait pas mourir.

Devenus prudents, les marchands de minette se défendent à coups d'affiches grand format et sur un ton qui vibre d'indignation. Car on est encore susceptible d'indignation au Comité des Forges. C'est normal puisque nous vivons des temps où tout le monde ou presque, a perdu tout sentiment de pudeur. Enfin, les gens de la minette essaient de se justifier comme ils peuvent et on peut même dire que ça ne leur réussit pas toujours. Tout de même, ils ont révélé cette fois une histoire de manganèse bien curieuse. Bien curieuse, parce que les pays qui peuvent se permettre d'exporter plus de deux cents tonnes de manganèse dans une année sont rares. On les connaît ces pays-là, on sait la place (j'allais dire la vaste place) qu'ils occupent sur la carte. Evidemment, le Comité des Forges n'a pas obéi à un sentiment très élevé en racontant cette histoire, mais nous ne devons pas perdre de vue que le Comité des Forges est le Comité des Forges et non une réunion de consciences.

Il n'en reste pas moins que 228 tonnes de manganèse, c'est beaucoup, et en U.R.S.S., il n'y a pas de Comité des Forges. Il y a seulement une sorte de pape ou de grand vizir qui s'appelle « le guide génial du prolétariat mondial ». Mais, du point de vue du manganèse, c'est absolument la même chose que pour la minette.

Alors, ce n'est pas très encourageant comme conclusion.

La guerre, qui est la plaie et la honte de l'humanité, n'est rendue possible que par deux catégories d'individus.

D'une part, il y a les marchands de n'importe quoi, fournisseurs de matériel, de cercueils, de boîtes de conserve, Comité des Forges et autres combinards sans scrupules, qui n'obéissent qu'à leur cupidité. Pour eux, tout se résume à fournir et à encaisser; quant au reste, ils s'en fichent éperdument. Ceux-là sont redoutables.

De l'autre côté, il y a les agités, les frénétiques, ceux qui croient appartenir à la plus belle race, à la plus noble nation, ceux qui rêvent de s'orner la tête de plumes ou de couronnes et de couvrir leur poitrine de jetons de tous formats alignés sur plusieurs rangées. On peut y ajouter les illuminés, les libérateurs et ceux aussi qui disent qu'il faut tuer cent des autres pour un des leurs qui est tombé. C'est la catégorie innombrable de ceux qui font la grandeur et la puissance de la bêtise humaine. Ceux-là ne sont pas moins dangereux que les précédents.

Etant donné qu'il existe en France un décret-loi pour nous obliger à une certaine déférence à l'égard des chefs des puissances étrangères, il convient de faire une catégorie spéciale consacrée au guide génial du prolétariat.

Mais pour en finir sur ce sujet de minette et de manganèse, il ne vous est jamais arrivé d'éprouver un certain dégoût de la vie et des autres hommes ?



Cinémas

JE N'AI PAS TUÉ LINCOLN

Le sujet de ce film est d'un intérêt puissant et les événements qui s'y déroulent y sont racontés d'une façon qui ne manque pas d'intelligence. On y trouve aussi des passages qui dénotent un courage et une liberté d'esprit qu'on ne rencontre décidément que dans le cinéma américain. A titre d'exemple, je citerai la scène où le secrétaire d'Etat donne non pas des instructions, mais des ordres, à la cour martiale chargée, non pas de juger, mais de condamner les complices qu'à tort ou à raison on a arrêtés. C'est simple, c'est naturel, c'est grand, et la fatalité qui pèse sur les hommes s'y révèle dans toute sa splendeur. Je me demande de quelle façon on s'y serait pris chez nous pour escamoter un pareil problème. Car dans ce pays nous ne savons plus être vrais. On dirait que nous nous appliquons à être quelconques et serviles.

Ce film est à classer parmi les meilleurs que nous ait envoyés l'Amérique. Il serait meilleur encore si l'on avait eu le courage de supprimer quelques passages qui sont bien mièvres vraiment pour un tel sujet.

CEUX DU KOLKHOZE

Un film qui n'a pas l'air d'attirer beaucoup de monde, sans doute parce que le public (on ne peut pas lui en vouloir) se fiche éperdument de ces histoires kolkhoziennes. Vraiment, il ne peut pas y avoir d'autre raison, car on ne peut pas dire que ce film soit raté, ni réussi du reste. Il a des qualités et des défauts, plus de défauts même que de qualités, ce qui est le sort de bien des choses et de bien des gens. Mais on voit tellement d'inepties au cinéma qu'on est tenté de trouver cette histoire-là sympathique. Et puis non, après tout, cette propagande pour kolkhoze est trop assommante, c'est aussi excitant pour nous que l'affiche : « Engagez-vous et rengagez-vous dans les troupes coloniales. » On finit par trouver que le paysan qui tue sa femme parce qu'elle est une kolkhozienne acharnée (kolkhoze, je n'aime que toi !) a attendu bien longtemps pour ce faire.

LA VÉRITÉ SUR L'U. R. S. S.

POUR DÉBOURRER LES CRANES

LA BROCHURE DE M. YVON

Contrairement à ce que nous espérions, nous ne sommes pas encore en mesure de préciser le prix auquel sera mise en vente la brochure d'Yvon :

Dix années en Russie soviétique

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

Car, comme nous voulons établir ce prix au plus bas possible, il nous faut savoir exactement le nombre de pages que la brochure comprendra. Mais, en tous cas, ce ne sera pas plus de deux francs. Ce document UNIQUE pourra donc être largement diffusé, mais il ne le sera, malgré son prix modique, que si nos amis, si tous ceux qui veulent rétablir la VÉRITÉ SUR l'U.R.S.S. font l'effort nécessaire de vente et de propagande.

◇◇◇

LA SÉRIE DE BROCHURES DES AMIS DE LA VÉRITÉ SUR L'U. R. S. S.

Dans le même ordre d'idées, signalons qu'il s'est fondé un groupe d'*Amis de la Vérité sur l'U.R.S.S.* qui, disent leurs statuts :

Se proposent de recueillir et de répandre, à l'intention des gens de bonne foi, une information exacte et valable sur les réalités « soviétiques ».

Ils appellent information exacte et valable :

1° *Des textes authentiques et documents officiels, en premier lieu de source bolchéviste, scrupuleusement vérifiés et traduits de première main, avec indication d'origine contrôlable;*

2° *Des témoignages véridiques et désintéressés librement produits par des gens qui, citoyens de l'U.R.S.S. ou non,* ont vécu l'existence même du peuple travailleur de ce pays, *c'est-à-dire partagé ses conditions de logement, d'alimentation, de travail, de vie spirituelle, sans accepter de privilèges ou sans considérer leurs privilèges comme le sort commun;*

3° *Des études consciencieuses étayées des éléments d'appréciation ci-dessus définis.*

En accord avec ce programme, les *Amis de la Vérité sur l'U.R.S.S.* ont déjà publié quatre brochures à très bon marché :

Une brochure à 0 fr. 50 (4 fr. 50 les dix) : *U.R.S.S. 1935,* qui est la reproduction du témoignage de Jacques Berger publié par la *R. P.* du 25 septembre 1935;

Trois brochures à 0 fr. 75 chaque (7 francs les dix) :

Un Français moyen en U.R.S.S.; c'est la reproduction d'un article paru dans le *Bulletin des anciens élèves de l'Institut chimique de Nancy* en 1934, écrit par un ancien élève de cet institut qui fut employé comme technicien dans une usine de la région de Kharkov pendant quinze mois;

La peine de mort en U.R.S.S.; textes et documents;

Bilan de la terreur en U.R.S.S.; faits et chiffres.

Nous engageons vivement nos camarades à adhérer à ce groupe (secrétaire : Solignac, 20, rue Mirabeau, Paris-XVI[e]; cotisation : 20 francs), ainsi qu'à lire et répandre ses brochures (dépôt : Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X[e]; chèques postaux : Paris 43-08).

LE CAS OTELLO GAGGI

Le Comité International de défense anarchiste nous communique :

Otello Gaggi est un ouvrier libertaire italien condamné à 30 ans de prison pour s'être opposé, en 1921, en Italie, les armes à la main, à l'invasion des hordes fascistes en Toscane, d'où il est originaire. Parvenu à l'étranger après des multiples vicissitudes et risques innombrables, il put enfin se croire en sécurité en gagnant le territoire soviétique. Dans les meilleures dispositions d'esprit envers un pays qui, à ses yeux de révolutionnaire, représentait malgré tout une formidable expérience sociale et une source d'espoir, il chercha à comprendre, à s'adapter et, peut-être, s'efforça-t-il à excuser, comme tant d'autres, l'exercice du pouvoir absolu d'un parti sur le peuple. Il se créa une famille, des relations, il travailla tant qu'il put.

Le « mystérieux » attentat Kirov se produit et, soudain, la situation change. Le G.P.U. n'admet pas qu'on sympathise pour le régime à moins de 100 pour 100. Le 2 janvier 1935, Gaggi est arrêté. Après trois mois passés dans les prisons de Moscou, on lui notifie une condamnation à trois ans de déportation en Sibérie, sans interrogatoire, sans procès.

Il est envoyé à Jarensk.

Peu après, sa compagne est également arrêtée et déportée en Sibérie, mais (le G.P.U. sait faire bien les choses) dans une localité différente.

Leur petite fillette reste seule à Moscou, confiée à des mains charitables.

Jarensk est un tout petit village sur le fleuve Vipcida, à 220 kilomètres de la voie ferrée, recouvert de neige pendant huit mois de l'année et où le froid descend souvent jusqu'à 40 degrés. Un climat idéal pour le petit ouvrier de la douce Toscane !

Nous soumettons le cas à l'opinion ouvrière. Est-ce demander trop que de vouloir qu'on pose la question, lorsqu'on parle dans les organisations et dans les partis de front unique, de défense de l'U.R.S.S., etc... ? Est-ce vraiment mettre en danger la « révolution » que de permettre, par exemple (et pourtant on le lui a toujours refusé) qu'après plus d'un an de séparation la compagne de Gaggi puisse vivre dans le même lieu de déportation que son mari ?

La jaunisse à l'honneur

Un certain nombre d'instituteurs ont été élus députés. Ils appartiennent dans leur grosse majorité au Parti socialiste. Parmi eux, d'excellents militants du Syndicat national que nous aurions bien voulu conserver au syndicalisme. Il en est un au moins... que nous laissons, sans regret, au parlementarisme... et au Parti socialiste dont il est l'élu. C'est le citoyen Pierre Burtin, député de Saône-et-Loire. Ce brave homme est instituteur à Paris (19[e] arrondissement). Il quittera son école, le 1[er] juin, ceint de l'écharpe. Mais il y était demeuré, le 12 février 1934..., malgré les objurgations chaleureuses des militants syndicalistes de l'arrondissement. Pas syndiqué, bien entendu... et heureusement ! Un jaune... un briseur de grève... porté au Parlement par le Rassemblement populaire ! Décidément, le Parti socialiste et les masses électorales d'extrême-gauche ne sont pas trop difficiles quant au choix de leurs représentants. Mais si un nouveau 6 février se produit, si le Palais-Bourbon est à nouveau menacé, le député socialiste Pierre Burtin sera trop heureux d'être protégé par de bons bougres qui auront un peu plus de courage et de dignité que l'instituteur Pierre Burtin ! — R. H.

Réflexions sur le Front Populaire

Le Front populaire sort victorieux de la compétition électorale. Tiendra-t-il ses promesses? Ça, c'est une autre histoire.

On sait que les intérêts qu'il représente sont contradictoires. Encourager la petite bourgeoisie, le petit commerce, le paysan, c'est la vie chère pour l'ouvrier. Alors? Faire payer les riches? Les radicaux ont, jusqu'ici, toujours reculé devant cette perspective. Herriot s'est lamentablement dégonflé en 1926, Daladier aussi lamentablement en février 1934. Espérer qu'ils feront davantage cette fois, ce serait pure utopie.

Les socialistes n'ont jamais fait payer les riches, ni en Italie, ni en Autriche, ni en Allemagne, ni en Angleterre, ni en Espagne, pays où ils ont eu partout le pouvoir. Espérer qu'ils auront profité de ces leçons terribles pour le prolétariat, ce serait mal connaître la social-démocratie.

Les communistes? Qui peut prendre ces gens-là au sérieux? Comment concilier « Les prolétaires n'ont pas de patrie » de 1934 avec « L'union de tous les Français » de 1936?

Ce serait à ne rien comprendre à leur politique si on ne savait qu'ils n'agissent que sur l'ordre et selon les besoins de la politique de Staline. Celui-ci craint l'Allemagne. La peur de l'avènement d'un fascisme français susceptible de s'allier avec le fascisme allemand a seule guidé Staline quand il a lancé l'idée du Front populaire. Les communistes ne veulent plus de chambardement. Et, par conséquent, ils mentent effrontément quand ils parlent de faire payer les riches. Simple truc électoral. Car, pour faire payer les riches, il faudrait faire la révolution. Or, il ne faut pas effaroucher la bourgeoisie française, de crainte qu'elle ne change de gouvernement et qu'elle ne remplace le pacte franco-soviétique par une alliance franco-allemande Donc, les communistes seront les plus sages de la bande.

Reste la C.G.T. qui, sans participer au pouvoir parlementaire, fait partie du Rassemblement populaire.

En dehors de la semaine de quarante heures et de son programme des grands travaux, je ne crois pas au plan de la C.G.T. Cependant, c'est elle qui serait le grand vainqueur du Front populaire si elle voulait enfin comprendre qu'elle n'a pas d'autre raison d'être que celle de servir, non pas l'intérêt général, mais l'intérêt tout court des travailleurs.

Un élu ouvrier, quel qu'il soit, même venant du syndicalisme, n'a plus les mêmes intérêts que l'électeur. Il n'y a plus entre eux de rapports de classe. Les salariés passés de l'autre côté de la barricade par le canal du municipalisme et du parlementarisme ne se compteront bientôt plus!

On ne peut donc avoir confiance en des hommes qui, sous prétexte de servir les intérêts du prolétariat, désertent le seul terrain sur lequel la lutte soit efficace. Ces hommes, on peut seulement leur faire accomplir certaines tâches, mais à la seule condition de ne pas s'abandonner entre leurs mains, à la condition de bien les tenir à l'œil, de leur pousser l'épée dans les reins pour les obliger à avancer.

Le Front populaire en Espagne? Oui, il ne marche pas trop mal. Mais pourquoi? Uniquement parce que les travailleurs mettent leurs parlementaires devant le fait accompli. Ainsi, alors qu'au lendemain des élections françaises l'*Humanité* se contenta seulement de crier victoire, sans même réclamer l'amnistie pour tous les emprisonnés de France et des colonies — ce qu'elle fait seulement aujourd'hui — en Espagne les ouvriers obligeaient Azana à prendre un décret de libération de tous les prisonniers de 1934, mais ils avaient commencé par ouvrir les prisons.

Les grèves se succèdent sans interruption. Ici, on a *arrangé* l'affaire des mineurs avant le Premier Mai. La C.G.T. n'a pas protesté contre l'interdiction du meeting de Japy et des manifestations dans la rue à Clichy et à Montrouge — pour ne pas gêner le Front populaire.

Est-ce que, pour ne pas gêner le Front populaire, la C.G.T. attendra patiemment tous ses échecs contre les « 200 familles », la Banque de France et la nationalisation des assurances?

Voilà ce qu'à mon sens elle ne doit pas faire si elle ne veut pas compromettre pour longtemps l'élan donné par la réalisation de l'unité syndicale, si elle ne veut pas voir tourner en dépit les illusions nées du Front populaire.

La bourgeoisie n'accorde aux travailleurs que ce qu'ils sont capables de lui imposer par la force: on ne s'impose pas par le bulletin de vote. L'histoire est là pour le prouver.

J.-P. FINIDORI.

Les Cheminots et la Paix

Un tournant dangereux de la Fédération des Cheminots

Ce n'est pas sans une certaine surprise et sans émotion que les cheminots pacifistes ont lu la résolution de leur Conseil fédéral des 27 et 28 mars, pour la défense de la paix. Pour beaucoup, elle a été accueillie avec indifférence et sans intérêt, tant il est vrai que les résolutions restent souvent sans effet, parce que n'émanant pas de la base et ne représentant pas les aspirations de celle-ci. Pour ma part, et celle de beaucoup de mes camarades de travail, nous espérons que les magnats du Rail ne répondront pas favorablement au vœu de cette résolution, en nous affublant d'un équipement complet de lutte antigaz pour chacun de nous et notre famille.

Je sais bien que pour marquer ce vœu de l'empreinte révolutionnaire, on a ajouté que le tout serait fourni « aux frais du capitalisme ». C'est la mise en application de la formule : « Il faut faire payer les riches ». Cela me paraît un peu simpliste et pas sérieux. J'imagine que, comme en 1914, si la guerre éclatait, l'internationale des marchands de canons et de masques à gaz, qui est la même, nous fournirait amplement du matériel de mort sans nous présenter de factures, mais avec la seule et même consigne de part et d'autre du Rhin : « Tuez, tuez le plus possible ».

L'expérience nous a montré que les frais de guerre sont encore payés par ceux qui ont la chance d'en revenir. La guerre n'a jamais profité à celui qui la fait. Serait-on assez insensé de penser qu'une guerre puisse se faire « aux frais du capitalisme » ? On nous avait appris jusqu'ici le contraire, à nous, les jeunes qui n'avons pas participé à l'*avant-dernière*.

Mais dira-t-on — et c'est la réflexion qui m'a été faite par un camarade responsable membre du

Conseil fédéral — il faut faire une discrimination entre les armes défensives et offensives. C'est là que réside tout le danger de la première partie de la motion des cheminots. Présentée d'une façon subtile et contradictoire (puisque tout en reconnaissant l'inefficacité des mesures de protection contre les gaz, on réclame des masques), elle pose nettement le distinguo des armes défensives et offensives, et par là l'éventualité d'une guerre défensive. Je comprends maintenant le peu d'empressement de certains pour condamner « toutes les guerres » au Congrès de Toulouse quand Jouhaux l'affirma avec fougue à la tribune. Oui, Mathé avait raison de condamner formellement la guerre.

Notre fédération — je ne sais sous quelle impulsion — s'est engagée dans une voie dangereuse, à moins que — Chambelland le faisait remarquer à juste raison à notre camarade Pérignon — que cette résolution n'ait été inspirée par un instinct légitime de conservation, car pour les cheminots, en cas de guerre, la question d'offensive ne se pose pas. Mais alors, qu'on nous le dise, sans honte ! Il n'en est pas moins vrai que cette motion, après la guerre du Droit de 1914, semble poser celle d'une guerre qualifiée de défensive qui ne tarderait pas à se confondre avec une guerre offensive contre le fascisme hitlérien. Pour les états-majors, la meilleure défensive c'est d'attaquer le premier, et un rescapé de Verdun me disait dernièrement que lancé dans la fournaise il était difficile de discerner l'agresseur de l'agressé.

En conclusion, je pense que si chaque fédération suivait notre exemple sur son terrain professionnel, nous ne tarderions pas à créer un état de « psychose » et d'acceptation de la guerre. La paix constructive ne tarderait pas à se transformer en « paix armée », et n'oublions pas que ce sont les mêmes 200 familles qui tirent profit de la fabrication aussi bien des canons que des masques. La guerre ne possède aucune vertu révolutionnaire; la classe ouvrière est pour la sécurité collective par le désarmement et contre toutes les guerres.

Je veux terminer en assurant de ma solidarité les quelques camarades qui ont réagi devant les mesures de défense passive prises par les compagnies.

Aurait-on oublié les conférences de Langevin, du général Pouderoux, des médecins contre la guerre, sur les mesures illusoires de protection contre les gaz ? Je me souviens encore des articles de l'*Humanité* demandant aux ouvriers d'allumer des feux de joie au cours des exercices de défense aérienne.

Ou bien on nous a trompés, ou bien on s'est trompé ?

Moi je dis qu'on nous trompe et qu'aujourd'hui comme hier nous devons être contre toutes les guerres et leur préparation .

On ne tue pas la guerre par la guerre.

A. Roques.

DANS L'INTERNATIONALE

Deux livres sur le mouvement révolutionnaire espagnol d'octobre 1934

C'est curieux comme nous avons été peu ou mal informés du mouvement révolutionnaire qui a secoué l'Espagne au mois d'octobre 1934, ou plutôt, non, ce n'est pas curieux, c'est dans l'ordre. La presse de parti a déballé de grands mots, sorti des clichés de circonstance, fait claquer ses drapeaux, et la presse d'information n'a pas été au-dessous de sa noble tâche, laquelle consiste, ainsi que chacun le sait, à s'étendre sur l'accessoire, pour passer l'essentiel sous silence. On a pu se convaincre, de cette façon, que les dangereux révolutionnaires d'Irun ont vidé, une bonne fois, le trop-plein de leur rancœur sur les disques de la voie ferrée au risque de provoquer lâchement d'affreuses catastrophes, que les mineurs des Asturies ont profité de l'occasion pour vendre au détail dans les boucheries du curé rôti et du garde civil frais, tandis que les boulangers de Madrid n'arrivaient pas à se lasser du plaisir de voir les gens du peuple faire la queue devant les boulangeries pour ne pas avoir de pain, comme toujours, quand on est en révolution. Car il convient de ne pas perdre de vue la leçon pratique à tirer des circonstances et des choses.

Il faut dire aussi que nous avons une tendance exagérée à ne rien comprendre aux affaires d'Espagne. Nous en sommes restés à l'égard de ce pays au stade que n'a jamais dépassé la bêtise d'une littérature en mal d'inspiration. Pour nous l'Espagne est toujours le pays traditionnel et touristique des vieilles cathédrales noyées d'ombre et de mystère, de processions moyenâgeuses, des grands seigneurs, des « caballeros » qui du haut de leur monture vous tendent leur « sombrero » d'un air plein de noblesse pour que vous y laissiez tomber votre aumône, des « toreros » aux reins cambrés, des « corridas » à grand spectacle, des castagnettes, de l'escopette, des duègnes édentées qui sont aussi fieffées entremetteuses et d'Andalouses en mantille qui n'ont rien d'autre à faire qu'à lancer nonchalamment, par-dessus l'épaule, les mortelles œillades de leurs yeux noirs aux voyageurs qui ont une âme de poète. Pour ce qui est de la situation politique, je n'ose pas en parler. On a l'air de s'imaginer que les Espagnols sont anarchistes pour le plaisir de faire éclater quelques bombes dans l'assistance, au cours de leur existence.

La vérité est que le peuple espagnol meurt de faim sur sa terre, inculte parce que presque toute la terre est entre les mains de quelques puissantes familles qui n'ont aucun intérêt, mais absolument aucun à la faire cultiver, ou qui ont besoin de vastes étendues en friche pour la chasse. M. Henri Béraud, qu'on ne saurait accuser d'être un esprit révolutionnaire, a souligné non sans véhémence, cet inconcevable abus dans son livre : *Emeutes en Espagne*. Je ne cite M. Béraud que pour mémoire et sans y attacher plus d'importance. Nous avons mieux. Un reportage de Louis Fischer paru dans *The Nation* d'avril 1934, fait connaître la féroce misère des paysans espagnols : l'un d'eux a mangé son chat pour faire un repas, les enfants n'ont pas de lait et meurent de faim; des familles entières vivent dans d'infâmes huttes de boue et (cela paraît incroyable) les paysans eux-mêmes, dans des régions entières, n'ont pour subsister que les distributions quotidiennes de pain que fait faire le gouvernement, distributions que l'administration remet parfois au lendemain, pour une raison ou pour une autre. Vous voyez comme c'est édifiant. Louis Fischer, qui est un journaliste très estimé aux Etats-Unis et qui le mérite, examine ensuite le problème politique. La République n'a apporté que des déceptions. Plus d'une année et demie de palabres n'a pas suffi à faire voter une

loi agraire dont le texte est un chef-d'œuvre de juristes, à tel point que la mise en application de ladite loi pourrait entraîner des procès qu'aucun tribunal ne pourrait trancher avant cinquante ans. Il y a des pays qui finiront par crever de l'esprit juriste, le nôtre entre autres soit dit en passant. En Espagne, chaque fois que les paysans ont tenté de s'emparer des terres, ce qui s'est produit en plusieurs endroits, la garde civile est intervenue et les a massacrés impitoyablement (voir la tuerie de Casas Viejas). La conclusion de Louis Fischer est que les partis extrêmes espagnols, socialistes compris, ne voyaient, après les élections de 1933, la possibilité de sortir de cette situation barbare que par la violence et que les Espagnols inclinaient de plus en plus vers le communisme. Personnellement, je ne me berce d'aucune illusion sur la vertu du communisme et je ne me sens saisi d'aucun enthousiasme pour ses méthodes. C'est un régime trop absolu pour ne pas avoir ses privilégiés et ses victimes. Quant à ses méthodes de gouvernement, elles sont assises sur la dictature de la police et de la bourgeoisie, c'est-à-dire sur les formes les plus odieuses et les plus révoltantes de la tyrannie. Le mouchardage, le ragot de concierge prennent force de condamnation, et la chinoiserie et l'incompréhension des administrations se voient sacrées institutions d'Etat. Le communisme n'est pas un remède. C'est une solution désespérée à laquelle il vaut mieux tout de même avoir recours, plutôt que de porter en terre les uns après les autres ses propres enfants morts de faim.

Louis Fischer avait prévu les événements d'octobre et leurs risques probables. Il nous reste à voir ce que furent ces événements à la lueur des documents que nous pouvons posséder, car on en possède aujourd'hui. Il y a en particulier deux livres que je tiens à vous signaler : l'*Insurrection des Asturies*, par Manuel Grossi et *La Révolution fut ainsi*, par Manuel D. Benavides.

Manuel Grossi, membre d'un comité de l'insurrection, fit son apprentissage de chef révolutionnaire au cours de l'insurrection et enrichit ainsi son expérience d'une foule d'observations fécondes, dont il veut nous faire profiter. Il a remarqué qu'après le triomphe de l'insurrection à Mières, les bourgeois levaient le poing en l'air beaucoup mieux et beaucoup plus haut que les farouches révolutionnaires, il a déploré le manque de discipline des mineurs qui obligea le comité à prendre des mesures graves et regrettables, et il s'est aperçu qu'après la prise d'Oviedo, des gens sans aveu s'étaient mêlés aux troupes révolutionnaires pour profiter de la situation. Au moment de la répression, ces mêmes éléments devinrent les plus zélés et les plus éhontés délateurs. Ces choses-là sont inévitables dans toutes les révolutions. Manuel Grossi a eu aussi le temps de savourer dans son éphémère comité le fiel de la trahison et d'apprécier les hommes. Sous ce rapport son livre n'est pas très encourageant, mais quand il en arrive aux derniers combats, à la retraite et à la reddition, son récit, sans prétention, atteint à la grandeur de l'épopée.

Les mineurs durent évacuer Oviedo et enfin se rendre parce qu'ils n'avaient plus de cartouches et que les obus qu'ils pouvaient tirer avec les quelques pièces de canon dont ils disposaient étaient dépourvus d'amorces. Ils se battaient et contenaient l'avalanche des troupes qu'on avait envoyées en se servant de cartouches de dynamite. Je ne sais pas si vous pouvez réaliser ce que représente de cran, de sang-froid, de sacrifice absolu de soi, le fait de se battre uniquement à la dynamite contre des troupes qui disposent d'un armement moderne. Le courage des révolutionnaires des Asturies force l'admiration à chaque ligne, c'est entendu, et si je ne me fais pas traiter de militariste pour avoir dit cela, j'aurai de la veine.

Plus copieux et plus vaste est le livre de Manuel D. Benavides. Il est aussi l'œuvre exceptionnellement courageuse d'un homme qui ne recule devant aucune vérité. Ce livre imprimé à Barcelone fut interdit et saisi par la police dès sa parution, ce qui, chez nous, constituerait un succès à faire énormément de jaloux.

Manuel D. Benavides passe la révolution en revue, de la préparation des jeunesses socialistes de Madrid aux massacres de la répression noire et à l'agonie interminable, sur le sol des cellules, des prisonniers à qui les gardes civils avaient voulu arracher des aveux au moyen de tortures dont la férocité nous paraît d'un autre âge. Doué d'un esprit critique des plus aigus, il nous fait connaître les hommes qui ont préparé le mouvement un peu partout, ceux qui l'ont combattu : Zamora, A. Lerroux, bien d'autres qu'il faudrait citer et les militaires aussi. Il nous présente tout ce monde en rendant justice à chacun, sans omettre les faiblesses des uns, les laideurs et la bêtise couronnée des autres, surtout sans jamais perdre le sens de l'humour, de cet humour espagnol qui puise sa sève dans le bon sens robuste du peuple et qui, par sa profondeur, nous laisse souvent bouche bée. Tout est clair, tout est mis en lumière dans ce livre dont le texte est nourri de faits et de réflexions. Manuel D. Benavides ne se paie pas de mots et de vaines considérations : il y a un million de familles en Espagne qui ne mangent pas et un autre million et demi qui ne savent pas de quoi elles ont déjeuné. Après ça, il est inutile d'épiloguer à perte de vue sur les causes sociales de la Révolution; tous ceux qui cherchent simplement à comprendre ont compris. Il est réconfortant aussi de trouver sous sa plume ces saines vérités sur l'Eglise, que nous avons trop perdues de vue ici. Manuel D. Benavides nous la présente telle qu'elle a toujours été avec son vrai visage cafard, éploré, larmoyant, avec cette attitude de martyr innocent et résigné qu'elle sait prendre et derrière laquelle elle dissimule son goût orgueilleux de domination absolue, sa rapacité, sa peur et sa froide férocité sans miséricorde, quand l'heure est venue.

Les phases du mouvement sont passées en revue dans chaque cité et pour Barcelone, rien n'est plus facile à comprendre que les raisons pour lesquelles la proclamation, par Companys, de l'indépendance de la Catalogne était vouée à l'échec. Ainsi graduellement, nous arrivons au drame principal qui s'est déroulé dans les Asturies.

Inutile de répéter ce que tout le monde sait sur la conquête d'Oviedo par les ouvriers et les mineurs de la région minière. Disons seulement que si les combattants révolutionnaires avaient fait sauter la cathédrale où s'étaient retranchés les forces de la garde civile, les militaires de la ville et les gardes d'assaut, la marche des événements eût été peut-être modifiée. Le comité de la guerre s'opposa à la destruction de la cathédrale et fit cesser le feu des pièces de canon pour ne pas abîmer un pareil joyau d'art. Manuel D. Benavides a quelques phrases d'une ironie bien sentie pour les préjugés de ce comité révolutionnaire.

On sait moins, par exemple, que les mineurs allèrent à la bataille et à la mort, non pour eux-mêmes, mais pour les autres, pour tous les ouvriers sans travail, pour tous les paysans qui ne vivaient dans les autres provinces que des distributions de pain, pour que tous les hommes puissent enfin vivre de leur travail dans la dignité.

Ils furent la volonté des pauvres dressés contre ceux qui verraient, sans un soupir, crever l'humanité entière pourvu qu'on ne touche pas à leur sacro-sainte propriété démesurée et inutile. Ils ont mis un point final à la marche du fascisme dans leur pays; ils ont conduit un mouvement révolutionnaire qui, avec la Commune et la Révolution russe, compte parmi les plus grands. A une époque où les peuples las et désabusés paraissaient enclins à tout abdiquer, ils ont affirmé, au prix de leur vie, l'existence de l'homme. Un de leurs ennemis a dit d'eux : « Il faut les frapper durement. Ils sont de ceux qui meurent pour leur idéal ». On ne saurait faire de plus grand éloge de leur sacrifice.

J'aime mieux ne pas parler de ce que fut la répression. N'oubliez pas que nous sommes au pays de Goya et dites-vous bien que quoique vous ayez lu dans notre presse, vous ne savez rien de la répression. Lisez le livre de Manuel D. Benavides. Alors, vous saurez.

ROMAGNE.

FAITS ET DOCUMENTS

Le nazisme autrichien, mouvement anticlérical

L'Autriche demeure toujours le point sensible de la situation internationale. La question qui se pose pour elle est toujours de savoir si elle restera sous la domination du fascisme combiné de Mussolini et du Pape, ou si elle passera sous celle du fascisme hitlérien (1). *Fascisme d'un côté, fascisme de l'autre. Cependant, du fait seul que ces deux fascismes s'opposent au sein même du peuple autrichien — et avec quelle violence — cela signifie qu'ils correspondent à des courants sociaux différents.*

Quels sont ces courants ?

Afin d'éviter des erreurs d'interprétation au cours des événements graves qui peuvent surgir d'un moment à l'autre, nous croyons utile de donner ci-dessous des extraits de deux articles empruntés à une revue historique bourgeoise, mais nullement fasciste ni hitlérienne, les Annales d'histoire économique et sociale.

Voici d'abord des extraits (2) *d'un article signé Georg Haschek, paru en janvier* 1935, *et intitulé :* Partis, traditions et structure sociale en Autriche :

...Relativement faible depuis 1866, l'influence allemande en Autriche s'est sans aucun doute accrue depuis la guerre : elle s'exerce en ce moment avec une force tout à fait extraordinaire : le déclenchement du mouvement nazi en fournit la preuve incontestable. *Pourtant, identifier les forces motrices de la politique autrichienne actuelle avec les formations politiques de même étiquette qui exercent leur influence en Allemagne, la méprise serait lourde.* Sous le couvert d'apparences semblables, se cachent des différences, voire des antagonismes essentiels.

...Qui a connu le village autrichien d'autrefois ne le reconnaît plus en 1934. Il est bien difficile de dire si la richesse du paysan y a augmenté en monnaie-or : en tout cas, l'équipement matériel de la vie quotidienne s'est prodigieusement développé. Le cinéma, la T.S.F., la motocyclette, l'autobus; avec ce dernier, l'école bien bâtie et bien tenue, la coopérative paysanne, l'hôtel moderne remplaçant la vieille auberge malpropre; toutes ces nouveautés ont pénétré dans le village et transformé l'esprit de ses habitants. La différence entre catholiques et anticatholiques avait toujours été celle de l'esprit traditionaliste et de l'esprit progressiste; cette différence a énormément gagné en ampleur, et l'esprit de changement et d'amélioration a gagné des groupes qui lui étaient complètement étrangers avant la guerre. Tenter un exposé complet des raisons de cette transformation, ce serait une témérité; on peut dire seulement que, sous la pression économique qui s'est fait durement sentir, le paysan autrichien a dû se transformer, sous peine de succomber; mais il y a plus. Le responsable de cette transformation, c'est très nettement la jeune génération. Les vieux, les « plus de 35 ans », gardent une attitude plutôt d'observation, parfois hostile, plus souvent favorable, toujours pleine d'hésitation. Les jeunes, eux, prennent les devants avec un sentiment très net de leur rôle de novateurs, et soudain, en même temps que le traditionalisme dans la vie, la foi religieuse et l'attitude cléricale en politique s'écroulent. C'est le mouvement *progressiste* de la jeunesse petite bourgeoise et paysanne qui fait la force du mouvement nazi en Autriche.

...On ne voudrait pas croire, mais c'est un fait que le mouvement nazi, en Autriche, apparaît nettement à ses adhérents *sous les espèces d'un mouvement démocratique.*

Non pas dans le sens d'une démocratie parlementaire, certes : le nazisme autrichien n'est pas moins dictatorial que son modèle allemand. Mais cette dictature, pour laquelle il lutte, apparaît aux nazis autrichiens, d'une façon assez vague d'ailleurs, comme une sorte de dictature démocratique. L'idée se justifie, jusqu'à un certain degré, lorsqu'on tient compte des caractéristiques sociales de leurs adversaires. Le gouvernement s'appuyant en grande partie sur les forces capitalistes et surtout sur les aristocrates, ou les militaires de l'ancienne monarchie habsbourgeoise, le nazisme revêt de ce chef un caractère d'opposition petite bourgeoise. Ses partisans sont convaincus que leur victoire servira les intérêts des « petits » contre les « gros ».

En outre, le mouvement se sent, se dit démocratique en ce sens qu'il espère bientôt grouper la majorité de la population; d'ailleurs, sans aucun doute possible, ses forces sont numériquement très supérieures à celles du camp gouvernemental dont le pouvoir apparaît ainsi comme la tyrannie d'une minorité.

◇◇◇

Une confirmation de cette étude d'ensemble a été donnée par l'étude monographique d'une vallée du Vorarlberg (3), *publiée un an plus tard (janvier* 1936) *dans la même revue, sous la signature de Lucie Varga (nous ignorons s'il s'agit d'une parente de l'ancien commissaire du peuple hongrois), étude dont voici des extraits :*

Dans cette vallée du Vorarlberg, la répartition des possessions terriennes n'a pas changé au cours de ces dernières années, ou à peine. *Cependant, le village s'est transformé, de fond en comble.* Les paysans eux-mêmes en ont parfaitement conscience. Pas de conversations sans qu'ils mettent en comparaison le temps passé et le temps de maintenant, en soulignant les révolutions qu'a subies leur vallée.

...Au Vorarlberg comme au Tyrol, ce sont les « déclassés » qui se sont convertis au national-socialisme. Non les pauvres gens, les miséreux; ceux-là végètent, absorbés par la lutte pour leur existence matérielle. Entendons par « déclassés » ceux dont l'ancien cadre social a été brisé. Et, par exemple, dans le village tyrolien, le patron de l'auberge ou de l'hôtel (qu'est-il, un paysan ou un entrepreneur?); le marchand du village et son employé; enfin, les « intellectuels » du village : le médecin, le vétérinaire, le dentiste, le notaire, etc.

...Ces déclassés du village, prenant la propagande en main, eurent vite fait d'inciter une partie des jeunes paysans à les suivre. Car le national-socialisme, c'est un mouvement des jeunes, et, dans le village autrichien, un mouvement de révolte, de désobéissance. Ils se sentent les pionniers du progrès; en Tyrol aussi, ils sont anticléricaux, mais leur anticléricalisme n'a pas le même accent féroce que dans la vallée du Vorarlberg.

...Au Vorarlberg, ce n'est pas l'antisémitisme, mais l'anticléricalisme qui fut, dès le début, au premier plan de la propagande nationale-socialiste. Les premières conversions au national-socialisme y furent *des conversions à l'anticléricalisme.*

...Chez les paysans, aucun antisémitisme. Mais le mythe des forces ennemies ne fait pas défaut; ces forces qui travaillent contre le « progrès » pour leur propre bénéfice en employant toutes les ruses pour maintenir le peuple dans la stupidité, afin de le mieux exploiter, ce sont les forces cléricales, « die Schwarzen », les « noirs », sobriquet où se perçoit encore quelque écho des « Dunkelmänner » de la Réforme. Et, spontanément, comme au temps de la Réforme, une nouvelle superstition est née : rencontrer le curé ou sa cuisinière, c'est présage et cause de malheur.

---

(1) Pour l'aspect international du problème, voir la *R.P.* du 10 août 1934 : *Le Pape et l'Empereur.*

(2) Tout ce qui est souligné dans les extraits l'a été par nous.

(3) Le Vorarlberg est cette province occidentale d'Autriche limitrophe de l'Allemagne, de la Suisse et du Tyrol.

L'anticléricalisme est l'obsession du village. L'anticléricalisme, non comme controverse religieuse, mais comme polémique sociale et politique. Pour le fond, nos gens vivent d'un déisme et d'un biblicisme vagues. Mais pas de conversation avec eux sans que se multiplient les allusions moqueuses à l'Eglise et au curé.

...En face de la majorité anticléricale, trois familles (sur 38) restent catholiques, fanatisées elles aussi. Les femmes vont à confesse tous les jours et tous les jours assistent à la messe. Ces gens, eux aussi, se croient élus — élus parmi les réprouvés, leurs voisins et parents nazistes.

◇◆◇

L'offre du parti socialiste à la C. G. T.

Voici le texte de la lettre adressée le 11 mai par le bureau du Parti socialiste S.F.I.O. au bureau de la C.G.T. C'est à cette lettre que le Comité confédéral national du 18 mai a répondu :

Dans sa séance d'hier, le Conseil national de notre parti a unanimement chargé le bureau de sa C.A.P. et le citoyen Léon Blum de vous envoyer une lettre vous exposant les raisons particulières qui vous appellent, selon lui, à répondre à l'attente du corps électoral qui a donné la majorité au Front populaire, en entrant dans le gouvernement commun que vous avez aidé le Front populaire a établir.

Auparavant, le Conseil national avait voté avec la même unanimité une résolution aux termes de laquelle il s'adresse à l'organisation ouvrière syndicale unifiée et sollicite son concours, dont le caractère et la forme seront déterminés par vous-mêmes dans la pleine indépendance de votre mouvement.

Le rapprochement de ces deux textes vous atteste les sentiments qui animaient le Conseil national tout entier :

D'une part, il a entendu manifester son respect absolu pour l'autonomie nécessaire à l'organisation syndicale;

D'autre part, il a entendu exprimer avec la même force son désir de voir la C.G.T. collaborer au gouvernement de Front populaire que doit nécessairement constituer notre parti, et dont la tâche sera d'appliquer un programme auquel la C.G.T. tout entière a donné son adhésion dans le congrès qui a scellé l'unité syndicale.

Nous gardons l'espoir ardent que notre appel sera compris et favorablement accueilli.

◇◆◇

Un article de C. Liochon

A propos des offres de participation faites à la C.G.T., le Peuple du 10 mai a publié un intéressant article de Liochon. Sur la plupart des problèmes actuels, nous ne sommes pas du même avis que le secrétaire général de la Fédération du Livre. Nous n'en sommes que plus à notre aise pour marquer notre accord avec lui sur les dangers que la participation ministérielle ferait courir au syndicalisme. Voici son article :

Dans un article publié par l'*Œuvre* du 7 mai, le professeur Paul Rivet adresse un « Appel au syndicalisme », auquel tout commande de répondre par un *non* catégorique.

Le conseiller municipal du Quartier Latin exprime le désir que les représentants de l'organisation syndicale ne soient pas seulement des conseillers, mais « *que l'on fasse d'eux des collaborateurs responsables à côté des représentants des partis politiques et sur le même plan qu'eux* ».

C'est une invitation à notre organisation pour la participation au gouvernement.

Ce qu'écrit Paul Rivet, un certain nombre d'hommes politiques y ont pensé depuis longtemps. Cette idée aboutit à la transformation totale du rôle de l'organisation syndicale, de sa composition, de son action directe sur le terrain économique.

Cette idée, qui n'est pas neuve, n'a même pas le mérite d'être audacieuse. Elle est seulement flatteuse pour l'organisation syndicale et ses militants. Or, la flatterie n'est pas un argument.

Il n'est pas de bon goût, et un succès électoral ne peut le justifier, de lancer un appel de cette nature à une organisation qui vient, il y a quelques semaines, d'affirmer solennellement son caractère purement économique et son indépendance rigoureuse vis-à-vis des partis et de l'action politiques...

Il y a, au surplus, du ridicule à demander au syndicat, étranger à l'action politique, de participer au pouvoir, qui n'est pas son but, alors que tel parti largement favorisé par le succès électoral se dérobe. La Confédération ne fait pas partie de la majorité parlementaire.

Le syndicat aspire à la démocratie économique, que le législateur peut légaliser; mais cette démocratie s'ébauche sur le lieu du travail, au bureau de la direction des entreprises, à l'atelier, au chantier. Les revendications se réalisent par une action quotidienne et directe sur le patronat, l'opinion publique, les pouvoirs politiques. Cette action crée le courant et l'atmosphère favorables aux réformes, aux transformations nécessaires. Une loi, qui n'est qu'un texte, est sans portée si son esprit et son but sont ignorés ou dédaignés par la collectivité.

Défricher le terrain, secouer l'indifférence, étaler au grand jour les injustices dont souffre le travailleur, formuler des revendications qui s'adressent plus souvent aux patrons qu'aux pouvoirs politiques, voilà une partie de notre tâche. Pour l'accomplir, il nous faut la liberté, la cohésion, l'unité protégée contre les risques des batailles doctrinaires de la politique pure ou de la philosophie.

Le contrôle ouvrier, il ne peut s'exercer que sur le lieu du travail, par conséquent assez loin du Parlement.

Pour les lois d'ordre économique et social, il faut laisser aux pouvoirs politiques qui administrent les hommes le soin de les inscrire sur les tables en s'inspirant des besoins et intérêts légitimes de la collectivité. Ils ne trouveront pas d'opposition du côté syndical. On peut même leur promettre de participer à leur application. Car l'expérience prouve que les lois sociales ont peu d'effet lorsque les travailleurs et leurs syndicats n'exigent pas leur mise en vigueur.

Eh quoi ! des hommes politiques, des partis qui aspirent à l'exercice du pouvoir considéreraient que cette double tâche ne suffit plus à l'activité des organisations professionnelles ? Que signifient les appels flatteurs à nous joindre à eux pour l'administration des communes, des départements et de l'Etat ?

Il faut que les hommes politiques arrivent enfin à comprendre la mission du syndicalisme et à prendre toute la charge de la leur.

Il faut qu'ils sachent pourquoi nous voulons rester unis et libres; pourquoi notre union et notre liberté ne doivent plus être menacées. Elles sont les garanties du succès de nos efforts quotidiens sur nos adversaires et même sur nos amis.

Ceux à qui cette liberté et cette indépendance portent ombrage ne sont pas les amis du syndicalisme.

Ceux qui, à l'occasion d'un changement de majorité parlementaire, nous lancent des appels de sirène ne comprennent pas la vie intérieure du syndicat, la complexité et les difficultés de sa tâche quotidienne, même son rôle de demain.

Le syndicalisme, qui vient de subir quinze années de désagrégation, de divisions haineuses même, a reconstitué son unité en commençant par cette déclaration péremptoire :

« Indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat, du gouvernement, des partis politiques et groupements extérieurs. »

Quiconque tentera de nous faire mentir à cet engagement constitutionnel doit être par avance considéré comme agissant, consciemment ou inconsciemment, contre l'unité syndicale.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.


LA COOTYPOGRAPHIE–COURBEVOIE–DÉF. 02-68

LA R. P. est vendue au numéro...

... à PARIS

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse;
Marchand de journaux, 25, rue de la Grange-aux-Belles ;
Kiosque, angle de la rue de la Douane et de la place de la République;
Librairie de la Poste, angle de la rue Coypel et de l'avenue des Gobelins;
Kiosque, angle du boulevard de Port-Royal et de la rue Saint-Jacques;
Kiosque, angle de la rue Soufflot et du boulevard Saint-Jacques;
Kiosque, 17, boulevard Saint-Michel;
Ancienne Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince;
Kiosque, angle du quai Conti et du quai de Corse;
Librairie de « La Lumière », 69, boulevard Saint-Germain.
Librairie Picard, boulevard Saint-Michel.
Librairie des Travailleurs, 47, rue Bénard (14e).

... en PROVINCE

ALGER. — Chez Crespo, 7, rue Berthézenne;
AMIENS. — Chez Barbet, 3, rue Dom-Grenier;
FIRMINY. — Navant, à la Bourse du Travail;
MARSEILLE. — Kiosque de la Bourse du Travail, rue de l'Académie;
MONTPELLIER. — Chez Louman, 23, rue de la Valfère;
NARBONNE. — Chez Pierre Albert, maison Gaillard, route de Carcassonne.
TOULON. — Chez Cambier-Roscius, avenue de Verdun;